

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

2 YTL - 1,30 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 11-12, Mars - Avril 2006

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...



www.geopostyurtici.com.tr



Relations d'excellence



Osman Korutürk

« Nous craignons que la Turquie ne devienne en enjeu électoral en 2007 en France »

Page 11

Jeanne d'Arc



Esra K. Uygur

Elle brille sur scène aux côtés de son maître Haluk Bilginer et d'Emre Karayel.

Pages 15

Université



Cuma Bayat

« 1,5 million de jeunes se voient exclus chaque année du système faute de moyens... »

Page 7

Le bel envol d'Airbus

Airbus a su profiter de la brèche ouverte par la crise touchant son concurrent américain Boeing en s'appuyant sur le bloc européen. La concurrence entre les deux grands agite le secteur aéronautique.

Le 11 septembre 2001, des avions percutaient le World Trade Center, ce qui a durement affecté le secteur aérien. Cette crise du transport aérien a principalement touché la compagnie américaine Boeing et placé la compagnie européenne Airbus en position de leader mondial. Cette préférence pour Airbus allait aussi influencer la Turquie et, processus d'adhésion à l'Union européenne oblige, Turkish Airlines allait préférer Airbus à Boeing pour la plus grande partie de ses commandes d'appareils neufs.

Mais comment en est-on arrivé là ? De

quelle nature étaient les tensions qui ont surgi ici ? Que se passe-t-il aujourd'hui ? Observons de plus près le secteur aérien à la lumière de ces questions. Jetons un coup d'œil à l'envol d'Airbus, coqueluche de la France, un des poids lourds de l'Union européenne.

La France et l'Allemagne, deux membres très importants de l'Union, font partie des pays décideurs concernant la gestion d'Airbus. La solidarité qui existe entre Berlin et Paris distance la compagnie américaine Boeing.

En 2003, Airbus devance son concurrent américain, Boeing, en ce qui concerne le nombre d'avions de transport civil livrés. Airbus a livré 320 avions aux aéroports concernés. Ce chiffre correspondait à 53 % de part de marché pour la période en question. La compagnie, dont le volume des ventes a atteint 20 milliards d'euros, a réalisé une hausse de rendement de 7 %.

Le montant total, au prix catalogue, des



commandes qu'elle a reçues en 2004 s'élève à 34 milliards de dollars. 2005 allait être une année encore plus brillante pour la compagnie.

Au cours de l'année 2005, le constructeur aérien européen a encore devancé son concurrent américain, tant en ce qui concerne les commandes que les livraisons d'avions. La compagnie a reçu 1055 commandes d'avions, dont 378 ont été livrés. Un seul mot pour définir le nombre des commandes reçues : « Un record ! »

Face à Airbus, Boeing a reçu 1002 commandes, et a livré 290 avions aux aéroports concernés. Airbus a bouclé l'année en tête, devant Boeing, sur les plans du nombre total des commandes et de celui des livraisons en 2005, mais Boeing a devancé son concurrent pour les avions longs courriers

(lire la suite page 5)

Premier anniversaire

Pour les habitants de l'Europe appartenant aux différentes communautés religieuses, le véritable choc n'est pas d'ordre culturel mais plutôt d'ordre économique.



*Hüseyin Latif

L'immigration du début des années 60, suivie plus tard par les regroupements familiaux, a conduit à la création d'une communauté de plus en plus importante d'immigrés dans différents pays d'Europe. Mais la deuxième,

(lire la suite page 9)

« Aujourd'hui la Turquie » : pour rapprocher la France et la Turquie



*Haydar Çakmak

L'expression « aller contre le courant » est utilisée pour désigner les personnes qui ne font pas les choses comme les autres ou bien celles qui tentent des projets difficiles, voire improbables. À

première vue, cela semble être le cas de ceux qui ont lancé ce journal francophone « Aujourd'hui la Turquie ». En effet, alors que la tendance générale actuellement dans le monde est à l'utilisation de la langue anglaise, pourquoi donc s'acharner à vouloir sortir un journal francophone ? Seulement voilà, depuis maintenant un an, un groupe composé de Français et de Turcs, amis de la France dont je fais partie, a pris tous les risques, notamment financiers, pour

(lire la suite page 9)

Internet encore trop cher pour être accessible à tous



Alors qu'un peu partout en Europe les fournisseurs d'accès Internet cassent les prix, Türk Telekom maintient ses tarifs. Élevés, en tous cas trop chers pour une grande partie de la population, ils freinent le développement d'Internet en Turquie.

« Est ce que l'accès à Internet doit être considéré comme l'un des droits de l'homme fondamentaux ? » se demandait Nicholas Negroponte dans un article rédigé en novembre 1998. Sans aller aussi loin, l'utilité – les bienfaits – d'Internet en termes de communication, d'accès à l'information et d'éducation (au sens large) sont aujourd'hui unanimement reconnus. Ainsi, l'égalité devant l'accès au réseau

devrait être une question d'utilité publique. Mais c'est encore, hormis quelques initiatives d'ordre international, une question soumise aux lois du marché. L'état du développement d'Internet en Turquie est assez représentatif de cette « loi du marché ».

Un constat d'abord : si l'on se fie aux chiffres avancés par Internet World Stats,

(lire la suite page 13)



Pourquoi l'énergie nucléaire ?

Le terme nucléaire effraie et inquiète car il est souvent associé à la bombe atomique, à l'accident de Tchernobyl, au problème des déchets nucléaires...



*Mireille Sadège

Pourtant, le nombre de pays détenteurs de l'arme nucléaire est passé, depuis 1945, d'un à environ 10 et cette prolifération n'a pas eu d'effet déstabilisateur considérable dans le monde à ce jour. On pourrait alors se demander si les mécanismes de contrôle tels que le traité de non-prolifération (TNP), sont suffisants

(lire la suite page 2)

L'Inde joue dans la cour des grands

8 % de croissance. Un chiffre qui place l'Inde juste derrière la Chine dans le camp des pays émergents. Dotée d'atouts certains et de compétences reconnues, l'Inde n'a dévoilé qu'une partie de son potentiel. Ces résultats, aussi brillants qu'ils soient, ne doivent pas nous faire oublier l'autre visage de l'Inde un peu moins glorieux.

Le formidable vent de dynamisme économique qui souffle sur le sous-continent attire de plus en plus de ces NRI (« Non Resident Indians » ou Indiens expatriés). Souvent décriés comme étant des Never Returning Indians (les Indiens qui ne rentrent jamais), ils redécouvrent un pays qui leur offre plus de possibilités qu'ils n'auraient imaginé. Ce ne sont pas les seuls. Aujourd'hui, l'Inde se pose en concurrent sérieux de la Chine dans la course au développement.

Le chouchou des investisseurs

En 1991, l'Inde connaît une minirévolution qui l'a conduite à sa situation actuelle. Lors de la campagne électorale, Rajiv Gandhi est assassiné par des terroristes tamouls. Un élan de sympathie porte le parti du Congrès au pouvoir. C'est au Premier ministre de l'époque, P. V. Narasimha Rao, qu'il revient de constituer un gouvernement. Il nomme au ministère de l'Économie un homme aussi brillant que discret, le Dr. Manmohan Singh. Ce dernier lance une campagne de réformes visant à libéraliser le pays. Il décide de faire baisser les droits de douane. Les licences d'importation disparaîtront progressivement. Le pays sera désormais ouvert aux investisseurs étrangers. Séduire l'investisseur est encore une

grande priorité. Au Forum économique de Davos, rien n'avait été oublié pour cela : cadeaux, soirées et champions de qualité de la cause indienne. Lakshmi Mittal, le très décrié P.-D.G. de Mittal Steel, n'était pas le dernier à vanter les qualités de son pays d'origine. Résultat : cette année, selon le magazine français Challenges, les investissements étrangers dans le secteur de l'informatique et des télécommunications devraient avoisiner les 22 milliards de dollars. Microsoft a investi 7 milliards de dollars en Inde en quatre ans. Alcatel vient d'investir dans un centre de recherche à Chennai, dans le sud de l'Inde. Et ce ne sont que quelques exemples.

Un petit génie informatique

L'Inde avait déjà commencé à s'illustrer dans le domaine des nouvelles technologies dès la fin des années 90. Aujourd'hui, ce sont encore les compétences dans ce domaine qui sont les plus recherchées par les investisseurs occidentaux. Atout du pays : son système éducatif. Il produit chaque

année près de 460 000 ingénieurs. Parmi ceux-ci, près de 7000 sortent diplômés d'un IIT (Indian Institute of Technology). Cette prestigieuse école a été fondée à l'origine par J. Nehru pour fournir au pays des cadres capables de le construire et de le structurer efficacement. Elle a surtout contribué à offrir quelques dirigeants à Lucent, Alcatel ou Infosys. Ces diplômés préfèrent aujourd'hui rester en Inde car ils y trouvent des possibilités inexistantes il y a encore peu de temps. Dans ce domaine, les services liés aux consommateurs de produits de haute technologie se sont énormément délocalisés dans le pays. Les services après-vente sont pris en charge par des centres d'appel de Bangalore ou New-Delhi. Pour l'interlocuteur américain à dépanner, Pravin devient Peter et adopte un accent yankee le temps d'une conversation.

Une classe moyenne qui explose...

Les économistes soulignent toujours l'importance de la classe moyenne pour mesurer la bonne santé économique d'un pays. En

Inde, elle explose littéralement. Elle découvre les joies de la consommation et du crédit. Des centres commerciaux surgissent un peu partout. Les marques occidentales, telles que L'Oréal ou Levi's s'implantent progressivement dans le pays. Cette classe moyenne a enfin les moyens de s'offrir le superflu. Après des décennies de privation, elle se rattrape. Preuve de sa bonne santé, l'Inde commence aussi à séduire doucement mais sûrement les grandes marques de luxe. Curieusement, l'Inde si conservatrice se laisse aussi tenter pas les grands crus millésimés. Le téléphone portable est devenu un bien de consommation courante. Cette classe de nouveaux privilégiés est estimée à environ quarante millions d'Indiens par les Missions économiques françaises de Mumbai et New Delhi.

Les oubliés de la prospérité

Un tableau si rose ferait presque oublier l'autre visage de l'Inde, celui qu'on rencontre pourtant à chaque instant sur les trottoirs défoncés de ses villes. La classe des défavorisés reste trop souvent à l'écart des progrès et de l'amélioration des infrastructures. Les coupures de courant ou de téléphone, le manque d'eau sont encore le lot quotidien d'une majorité d'Indiens. Le système routier nécessite une révision complète. L'administration reste lente et une rencontre avec elle peut prendre très rapidement des allures kafkaïennes. La corruption demeure rampante et généralisée. L'Inde brille, certes, mais le gouvernement a dû promettre cent jours par an d'emploi rémunéré à ses citoyens les plus démunis. 60 % de sa population active officie dans le milieu rural. Ce pays, qui accomplit la prouesse de produire un million de diplômés par an, compte de nombreuses écoles sans tables ni chaises, voire sans enseignants.

Sujatha Samy, journaliste



Pourquoi l'énergie nucléaire ?

(Suite de la page 1)

et efficaces ? Pour résumer, ce traité autorise 5 pays à posséder l'arme nucléaire : il s'agit de la France, la Russie, la Chine, les États-Unis et le Royaume-Uni. Et les 184 autres États signataires ont pris l'engagement de ne pas acquérir l'arme nucléaire. Enfin, trois États, qui sont l'Inde, le Pakistan et Israël, tout en possédant l'arme nucléaire, n'ont pas signé ce traité. Entré en vigueur en 1970, ce traité a réussi, par la contrainte ou la menace, à empêcher certains États d'acquérir l'arme nucléaire. En revanche, les engagements pris pour la réduction de leur arsenal par les pays détenteurs de l'arme nucléaire ne sont pas totalement respectés. Par ailleurs, on constate de plus en plus de violations de la part des pays signataires non nucléarisés qui sont tentés par le fait de le devenir. En fait, d'une part les besoins énergétiques grandissants des pays occidentaux ainsi que de puissances comme la Chine, d'autre part les crises dans le domaine de l'énergie qui conduisent inévitablement à l'augmentation du prix de pétrole et, enfin,

le souhait d'indépendance énergétique de chaque pays font qu'on entend de plus en plus parler du nucléaire civil.

Ainsi, face aux conflits du Moyen-Orient, qui détient deux tiers des réserves mondiales de pétrole, et face aussi à l'instabilité dans le secteur gazier en raison de désaccords sur les prix et les approvisionnements entre la Russie et ses ex-pays satellites, la question qui revient est : « faut-il opter pour le nucléaire civil ? » Il est sûr que ce dernier présente des avantages certains en termes de coût. En effet, l'exploitation des centrales nucléaires est généralement la plus économique, d'autant que le prix du pétrole et du gaz ne cessent d'augmenter. De plus, la production d'électricité nucléaire génère très peu de gaz à effet de serre. Et c'est une des seules sources d'énergie capables de produire de l'électricité à grande échelle pour les besoins de

Bien séparer les usages militaires et civils du nucléaire et lancer un véritable débat sur les risques et leur prévention.

l'industrie. Cependant, l'utilisation civile de l'énergie nucléaire présente deux inconvénients majeurs : d'une part le traitement et le stockage à long terme des déchets nucléaires et, d'autre part, l'enrichissement de l'uranium, la technique étant « duale », autrement dit pouvant servir à la fois le civil et le militaire. Ainsi la maîtrise du

processus nucléaire civil pourrait ouvrir la voie à une utilisation militaire.

La France possède plus d'un tiers des centrales nucléaires européennes et elle est mondiale-

ment reconnue pour son savoir-faire dans ce domaine. Aussi entend-elle se placer sur les marchés à forte croissance comme l'Inde (et pourquoi pas la Turquie), dans le domaine du transfert de technologies nucléaires, permettant ainsi à ces pays de répondre à leurs besoins énergétiques tout en respectant les exigences de la non-prolifération.



Le problème du nucléaire civil est extrêmement complexe et méconnu du grand public, ainsi d'après un récent sondage (janvier 2006), la majorité des Européens ne sont pas favorables au développement du nucléaire civil pour réduire la dépendance énergétique. Aussi pour avoir une vision juste au sujet du nucléaire, il faut d'abord apprendre à dépasser ses peurs, bien séparer les usages militaires et civils du nucléaire et lancer un véritable débat sur les risques et leur prévention.

**Mireille Sadège, journaliste, Docteur en histoire des relations internationales*

Reha Muhtar : l'animateur populaire de la télévision turque

Journaliste, longtemps présentateur du journal télévisé le plus regardé de Turquie et connu pour son parlé très populaire, Reha Muhtar se consacre désormais à la presse écrite et anime une émission de télévision. Que pense-t-il des médias en Turquie ?

Est-ce que vous pouvez comparer les journaux télévisés américains et européens avec ceux réalisés en Turquie ?

Cela fait trois ans qu'ils s'inspirent largement de ce qui se fait là-bas. Dans deux ou trois ans, leur adaptation sera achevée. Je leur souhaite bonne chance.

Et vous, comment traitez-vous l'information ?

Toute la Turquie sait ce que je suis capable de faire, je ne veux pas revenir là-dessus. Pendant sept ans, le journal télévisé a rassemblé 20 millions de personnes chaque jour, c'est une réalité à prendre en compte. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Je l'ai fait et c'est terminé.

Est-ce que vous pouvez nous parler du concept de l'Audimat ?

L'Audimat est l'institution la plus démocratique qui puisse exister en Turquie, et dans le monde entier. C'est un contexte qui n'est défini par l'initiative de personne, mais dans lequel chacun précise ses choix selon ses propres initiatives. Seul le système des élections, qui passe par les urnes, est aussi démocratique que le mécanisme de l'Audimat. L'Audimat est un concept très important dans la voie de la démocratisation d'une société. Les personnes font leur propre choix, sans que rien ne leur soit imposé. Personne ne choisit à la place de quelqu'un d'autre. Il s'agit là de démocratie directe. Je suis journaliste de formation, et lorsque l'on se penche sur le cas des journaux, les statistiques qui définissent quels sont les chroniqueurs les plus lus ne sont pas très fiables. Les gens peuvent dire

qu'ils lisent sans le faire réellement. Ils peuvent dire qu'ils lisent les pages dédiées à la culture et à l'art, alors qu'ils ne liront que la rubrique people. C'est-à-dire qu'ils font des déclarations mensongères. Il n'y a pas d'outil qui puisse le mesurer. C'est pourquoi dans les journaux, les décisions sont davantage prises d'après les informations véhiculées par oui-dire. Mais pour la télévision, ce n'est pas la même chose : vous pouvez savoir avec certitude à la minute près qui regarde quoi. À mon avis, un système aussi évolué ne peut pas faire partie de la démocratie directe, et cela revêt une importance capitale. J'aurais dit la même chose, même si je n'avais pas un taux d'audience important. Je dis cela en prenant en compte l'approche de la sociologie politique.

Être connu, être présent à l'antenne chaque jour, en un mot être populaire, quel pouvoir cela peut-il donner ? Comment qualifieriez-vous le fait qu'un journaliste honorable, tel que Hakkı Devrim, anime

un programme de télévision diffusé à des heures très tardives ?

Vous voulez savoir si la célébrité est une maladie ? Je dirais oui. La maladie de la reconnaissance, de l'exposition existe partout à travers le monde, mais elle touche encore plus la Turquie. Bien sûr, je ne fais pas allusion à Hakkı Devrim en disant cela. Cependant, nous sommes en mesure d'observer que la course à la célébrité est une maladie qui touche gravement la Turquie. Tout le monde cherche à exposer ce qu'il fait. Je pense que cela provient du fait qu'il n'y a désormais plus d'estime entre les personnes. Les personnes qui ne reçoivent plus de considération de la part de leur entourage sont en permanence à la recherche de cette considération. Et le moyen qui semble le plus évident pour y accéder, c'est de devenir célèbre. Même si vous n'êtes pas estimé lorsque vous êtes célèbre, vous êtes connu, les gens vous reconnaissent, et lorsque vous sortez dîner quelque

part, on dit « Ah, c'est lui », et un traitement spécial vous sera accordé. Voilà qui pourra combler vos frustrations.

Nous menons une vie tellement intense que tout le monde cherche de la reconnaissance, mais personne n'éprouve de l'estime pour l'autre. Cela produit donc le traumatisme de la célébrité.

Mais beaucoup de chroniqueurs et d'éditorialistes critiquent vos émissions...

Bien sûr, ils s'en prennent à moi car j'ai une part d'audience qui est élevée. Mais je n'y réponds pas. Utiliser le nom de quelqu'un de très renommé pour faire grimper le taux d'audience, c'est un procédé très habile. Certains vont même jusqu'à l'avouer. Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'ils se servent de mon nom.

Et vous, qui est-ce que vous lisez ?

Hıncal Uluc, Ertugrul Ozkok, Fatih Altaylı, Emin Colasan, Bekir Coskun, Taha Kivanc, Mehmet Barlas. En fait, je lis les articles de tout le monde, mais je viens de citer les noms de ceux dont je voudrais lire les articles aujourd'hui.

Et les critiques de télévision, est-ce que vous les lisez ? Est-ce que vous tenez compte de ce qu'ils écrivent ?

Bien sûr que je les lis. Notamment Cengiz Semercioglu, qui est très bon dans ce qu'il fait. Cependant, le monde de la télévision ne fonctionne pas avec le travail des critiques. Chacun donne son point de vue personnel et subjectif. Si vous prenez en compte tout ce qui se dit, si vous vous arrêtez sur chacune des critiques, vous vous y perdez. Il ne faut pas prêter l'oreille à ce qu'ils disent mais suivre la voix de son cœur, autant que faire se peut. Il faut rester fidèle à ses propres convictions, c'est l'essence même de ce travail.

Le milieu de la télévision est-il réellement cruel et impitoyable ?

Bien sûr, c'est indubitablement un milieu cruel. Si l'audience est là, tant mieux.



Sinon, cela va directement à la poubelle. Ce n'est pas un système facile à supporter. Ce sont les chiffres qui définissent tout, et les chiffres sont au vu et au su de tout le monde, c'est comme un carnet de notes.

Alors que faut-il faire pour durer ?

On ne peut pas durer à la télévision. On peut durer dans l'écriture. C'est pourquoi moi-même j'écris. Surtout, il ne faut pas non plus accorder trop d'importance à la télévision. Il faut s'attacher à prendre plaisir à ce que l'on fait. La télévision est quelque chose de très éphémère, elle consomme très rapidement. Il ne faut pas avoir d'attentes démesurées. Dès que vous aurez été évincé, votre nom ne sera plus jamais mentionné. Si vous vous attendez à durer à la télévision, vous serez déçu. D'un autre côté, pour être bon, il ne faut pas prendre les choses à la légère, il faut sortir de l'ordinaire. Mais cette originalité ne doit pas aller de pair avec de grandes espérances, c'est-à-dire penser que l'on fait des choses grandioses, que l'on est un vrai héros... Tout ça c'est du vent.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan, journaliste

Café Bordeaux, un petit coin de France à la couleur turque

Pour atteindre le Café Bordeaux, il faut d'abord franchir la porte du consulat français, sur İstiklal caddesi, pénétrer dans le hall d'exposition sur la gauche et descendre un escalier. Là, on se trouve dans une grande pièce blanche, meublée de chaises noires et rouges, disposées autour de petites tables carrées. Sur les murs, des photos



de bouteilles de vin vieilles en cave.

Autour d'un verre de vin ou de raki, on parle français, turc, parfois anglais. La musique est douce, discrète. En tendant l'oreille, on peut entendre un air suranné. « C'est Radio-Nostalgie, sourit Pascal Billoux, le gérant de la cafétéria. J'aime bien cette musique. » Mais mis à part ces chansons, rien de « vieillot » dans ce café. « J'ai voulu faire un endroit vivant, explique le gérant. Un endroit social, où les Turcs et les Français puissent se rencontrer. » Mais pour l'instant, selon lui, ce lieu n'est pas encore assez fréquenté. « En dehors de ceux qui travaillent au consulat ou des élèves de l'institut, peu de gens viennent de l'extérieur, regrette-t-il. Pourtant, c'est un endroit très central d'Istanbul, les prix ne sont pas très élevés. On essaie de tout faire pour changer les mentalités, pour que ce ne soit plus seulement une "annexe" du consulat » explique Pascal Billoux. Depuis qu'il a repris l'affaire en août 2005,

cet amateur de bonne cuisine fait tout pour en faire un lieu de vie et un lieu de gastronomie. « Quand j'ai repris la cafétéria, elle était un peu à l'abandon. J'ai pris cela comme un challenge », remarque le gérant. Mais ce n'est pas sa première expérience en restauration française : « Il y a quelques années, j'avais un restaurant français à Moda. On y servait des plats typiques, comme du confit de canard, des terrines, etc. Ce fut un grand succès. Mais ensuite, entre la baisse de l'influence de la culture française un peu partout, et la tentation des fast-foods, j'ai dû me mettre à faire de la cuisine internationale. Je n'aimais pas cela, alors j'ai arrêté. Plus tard, j'ai entendu dire qu'au consulat, on cherchait quelqu'un pour reprendre la cafétéria. J'ai déposé mon dossier et j'ai finalement été choisi. Tout le monde m'a fait confiance et, finalement, je crois qu'ils ne le regrettent pas », se réjouit Pascal Billoux. De 9 heures à 19 heures, outre les boissons

« typiques » françaises et turques, il propose nombre de spécialités françaises, italiennes, et quelques plats turcs. « J'essaie de mélanger un peu, de créer une osmose franco-turque en jouant sur le plat du jour, explique le gérant. Mais j'essaie aussi de garder des plats authentiques, de ne pas faire comme certaines chaînes qui veulent se mettre au goût de tous... J'aimerais bien faire un restaurant plus gastronomique ici le soir, ajoute-t-il, mais ça, ce sera pour plus tard. »



Le Café-Bordeaux est ouvert du lundi au samedi, de 9 heures à 22 heures. İstiklal Caddesi n°8 ; Taksim ; Istanbul (à l'intérieur du consulat français)

Eminönü, centre touristique, administratif et commercial



La presqu'île d'Eminönü, avec ses hauts lieux touristiques comme Sainte-Sophie, la Mosquée Bleue ou encore le Grand Bazar, est une des parties les plus visitées d'Istanbul. Mais cette municipalité est aussi le centre administratif de la ville.

La municipalité d'Eminönü se trouve dans la partie connue comme la presqu'île historique d'Istanbul. Elle est entourée par la Corne d'Or qui se trouve au nord, la mer de Marmara au sud, le Bosphore à l'est et, à l'ouest, la municipalité de Fatih. Ceinte de remparts, Eminönü se situe entièrement dans le noyau historique de la ville d'Istanbul, et constitue l'un des espaces les plus animés du centre ville.

La population d'Eminönü a continué d'augmenter jusqu'en 1955 mais, peu à peu, ses principaux quartiers perdant leur fonction de zone résidentielle et se transformant en secteur commercial, elle a commencé à décroître. En 1990, la population était de 83 444 habitants, alors que le dernier recensement ne dénombre que 55 548 habitants. « Quatre millions de personnes vivent ici la journée, mais 5 % seulement habitent à Eminönü », explique le Maire.

Eminönü tient son nom de la présence de l'Administration douanière maritime et des services de la Sûreté (Eminlik en turc) douanière dans cette zone à l'époque ottomane. Avec la municipalité de Fatih, Eminönü était la municipalité centrale d'Istanbul pendant les premières années de la République. « C'est toujours une zone très importante du point de vue historique, culturel, commercial et touristique », rappelle le maire, Nevzat Er. D'ailleurs, du temps de l'Empire romain d'Orient, cette zone a été choisie comme le point de départ du monde. Selon Nevzat Er, l'expression « tous les chemins mènent à Rome » se réfère à Eminönü.

Les quartiers qui composent Eminönü sont le quartier de Yeni Cami, celui du Bazar égyptien et ses alentours. La municipalité d'Eminönü a été créée avec la division en deux de la municipalité du Centre. Aussi ancienne que la fondation de la ville historique d'Istanbul, Eminönü n'a rien perdu de son attrait, hérité des périodes byzantine, ottomane et de la république,

et abrite les monuments historiques les plus célèbres et les plus importants. « Les oeuvres les plus importantes de l'Islam sont conservées au palais de Topkapı », souligne le Maire. On trouve aussi Sainte-Sophie, un centre important pour les trois religions. Ou encore le célèbre marché couvert, « premier centre commercial au monde ». Les visiteurs viennent du monde entier pour découvrir les traces des empires Byzantin et Ottoman. Mais à côté de ces particularités historiques



*Nevzat Er
Le maire d'Eminönü

et commerciales, Eminönü constitue aussi le centre administratif d'Istanbul. La préfecture d'Istanbul, la trésorerie générale, la plupart des centres d'impôts de la ville se trouvent dans cette zone. De nombreuses facultés dépendant de l'université d'Istanbul, la bibliothèque de Soliman, reconnues non seulement à Istanbul ou en Turquie, mais aussi dans le reste du monde, et les bibliothèques de Bayazit et Köprülü font aussi d'Eminönü un centre éducatif et culturel. D'importants projets de réhabilitation ont été menés en partenariat avec la mairie de la ville d'Istanbul pour assainir le quartier. Le maire a pris des décisions radicales : « La présence des comptoirs de vente ambulante dérangeait le panorama environnant. Cela fait longtemps que personne n'était intervenu. C'était devenu une zone de non-droit. Les gens n'arrivaient pas à se déplacer, à moins de se faire importuner, voire de se faire voler leur sac. Nous devons réagir face à une telle situation. Il faut nettoyer la ville et restaurer un climat de sécurité. Il fallait rétablir un environnement sain. C'est pourquoi nous avons entrepris une telle démarche. À présent tout le monde se doit d'obéir à la loi et les commerçants doivent être fiscalement irréprochables. Les gens ne doivent pas acheter de marchandise dans la rue, des commerces sont en train de s'ouvrir, de belles choses sont en train de naître. Je pense que l'on doit y apporter toute notre attention. C'était un projet mené en collaboration avec la mairie de la ville d'Istanbul, et il n'a pas été facile de le réaliser. On a vu des agressions au couteau, visant même nos agents de police. Ce n'était pas une mince affaire. Environ 30 000 délinquants, vivant du commerce parallèle, pourrissent le quartier. Que font-ils ? Eh bien, toutes sortes de choses. Ils vendent des parfums, des t-shirts, ils cirent les chaussures. Ils crient à tue-tête et perturbent l'espace environnant. Nous menons une bataille contre eux, avec l'appui de la police. »

et abrite les monuments historiques les plus célèbres et les plus importants.

« Les oeuvres les plus importantes de l'Islam sont conservées au palais de Topkapı », souligne le Maire. On trouve aussi Sainte-Sophie, un centre important pour les trois religions. Ou encore le célèbre marché couvert, « premier centre commercial au monde ». Les visiteurs viennent du monde entier pour découvrir les traces des empires Byzantin et Ottoman.

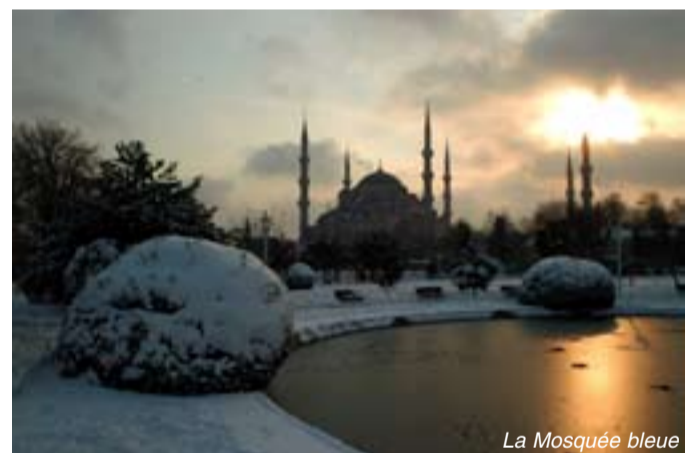
Mais à côté de ces particularités historiques



La mosquée de Soliman



Le grand bazar



La Mosquée bleue



Le bazar égyptien

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

Turquie Week-end Happy Istanbul ***

229€*

7 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

dans votre agence de voyages ou www.marmara.com
0892 161 161

Marmara
Droit au voyage

La ville qui porte les marques de 5000 ans d'histoire : SAFRANBOLU



*Sühendan İlal

Quoique étant un important district, connu aujourd'hui par la valorisation de ses maisons historiques, Safranbolu est aussi envoûtante par les beautés naturelles qui la caractérisent. Avec ses vallées, son aqueduc historique de Incekaya, ses grottes, ses forêts environnantes, c'est une ville qui mérite le détour.

Safranbolu, située dans une région autrefois appelée Paphlagonie, a une histoire qui remonte à 3000 avant Jésus-Christ. Elle tire son nom du safran, plante qui a le pouvoir de colorer les liquides dans un rapport de un à cent mille, et son site comporte des traces d'habitation remontant à la période paléolithique. Trois grands tumulus se trouvent dans son environnement proche. Les périodes perse, hellénistique, romaine et byzantine ont toutes été florissantes dans cette région.

Avec l'arrivée des Turcs en Anatolie, l'histoire de Safranbolu rejoint celle de Kastamonu. Cette région est passée aux mains des Turcs au 12e siècle, à l'époque de la civilisation des Danişment. Elle est restée autonome jusqu'en 1461, tout en étant rattachée à l'Empire ottoman. On suppose qu'à cette époque, la ville portait le nom de Zalifre. À partir du 18e siècle, elle s'est appelée Zağfiran-Borlu, par la suite les Grecs ottomans l'ont dénommée Safranpolis, et maintenant, elle porte le nom qu'on lui connaît.

Les maisons sont regroupées dans les quar-

tiers appelés Çarşı, Kıranköy et Bağlar. Les résidences principales sont situées dans le quartier de Çarşı, et les résidences secondaires dans celui de Bağlar. Presque tout le monde possède une résidence principale ainsi qu'une résidence secondaire.

En 1975, la décision de protection prise par la municipalité a permis, même tardivement, de protéger les monuments historiques et près de 1000 maisons de Safranbolu.

Aujourd'hui, une partie de ces maisons ont été restaurées, et elles sont prêtes à accueillir leurs hôtes, comme d'anciennes maisons turques.

Les matériaux utilisés dans la construction sont essentiellement la pierre, le pisé, le bois et la brique. Des murs de pierre constituent la séparation entre les jardins et la rue. Les fastueuses portes des maisons donnent sur le jardin, voire parfois directement dans la maison.

Au rez-de-chaussée, se trouve un espace appelé gliste, qui assure la diffusion de la lumière du jour en hiver, et où le bois sèche à l'air libre.

Après être monté au premier étage, en empruntant l'escalier en bois décoré, vous pouvez découvrir le deuxième, étage bas qui se chauffe plus facilement l'hiver, pensé conformément aux nécessités de la vie quotidienne.

Le troisième étage, majestueux, des maisons de Safranbolu possède de hauts plafonds. Vous pouvez accéder aux pièces

par un vestibule souvent octogonal comprenant fréquemment quatre portes situées chacune sur un côté différent. Les plafonds des pièces et des corridors sont ornés de décorations en bois. Toutes les pièces possèdent les éléments nécessaires pour loger une famille entière. C'est ainsi que des salles d'eau sont dissimulées dans des sortes de grandes armoires en bois appelés yüklük, évoquant les actuelles cabines de douche.

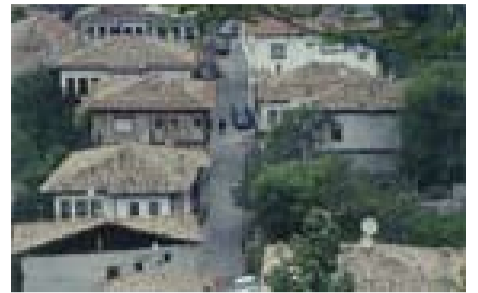
Dans chacune des pièces des maisons de Safranbolu, il est possible de recevoir des invités, de dormir, de cuisiner, et même de se laver. En bref, chacune des pièces de ces maisons a été bâtie de façon à recréer un intérieur indépendant. Toutes les pièces ont été pensées de telle façon qu'elles préservent chacune son propre mystère, dans l'unité constituant la maison.

Des tapis, puis des tapis ras, confectionnés sur des métiers à tisser manuels, ornent le plancher de ces pièces. Des divans bas complétés par de fermes coussins servant de dossiers, sont disposés de manière circulaire devant les fenêtres. L'espace central étant ainsi libéré, il peut être utilisé de multiples activités.

Vous pouvez accéder à Safranbolu en prenant la sortie de Gerede sur la route principale qui va d'Ankara à Istanbul. De là, vous vous rendrez à Karabük, puis à Safranbolu qui se trouve à 8 km de Karabük.

*Yrd. Doç. Dr. Sühendan İlal
Enseignant à l'Université de Beykent

Les salles d'eau sont dissimulées dans des sortes de grandes armoires en bois appelées yüklük.



Le bel envol d'Airbus (Suite de la page 1)



*Aykut Küçükkaya

grand gabarit. Dans ce domaine, le créateur du Jumbo-jet 747 conserve une large avance : Boeing a vendu 455 avions long-courriers en 2005, alors qu'Airbus n'a reçu que 193 commandes pour le même

type d'avions.

Le point qui mérite réflexion surgit ici. En bref, « L'argent, l'argent, l'argent... ! » Mais qui est-ce qui gagne le plus, dans ce secteur où les commandes volent dans les airs ?

Il n'est pas possible de répondre à cette question de manière certaine. Pourquoi ? Parce que les compagnies aériennes réussissent à obtenir d'importants rabais lorsqu'elles négocient sur le prix catalogue. Cependant, le prix définitif n'est pas révélé pour ne pas influencer les autres ventes. Tout comme les chiffres qui ont été annoncés en Turquie, lors de l'achat des 36 Airbus qui a donné lieu à de grandes spéculations. On a parlé de 1,5 milliard de dollars pour les avions que Turkish Airlines a achetés, chiffre qui est monté jusqu'à 3 milliards.

Les commentateurs qui s'expriment à propos des nouveaux investissements d'Airbus disent que cela a permis à Boeing de faire plus de bénéfices dans ce secteur, même si ces bénéfices sont minimes. La hausse des commandes d'avions long-courriers grand gabarit profite bien à Boeing par rapport à Airbus Mais le même groupe Airbus ne manque pas de parader avec l'A380, le plus grand avion de ligne avec 555 fauteuils,

avion dont les coûts en recherche et développement ont atteint 12 milliards d'euros. Dans un marché où il est question de montants tels que 100 milliards de dollars, la bataille du profit s'est durcie en 2005. Les États-Unis protestent contre la subvention européenne qui devrait être faite au géant aérien européen, et décide de porter cette affaire devant le conseil de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). La requête faite par Washington vise à obtenir l'annulation de la subvention de 1,7 milliard de dollars que l'Union européenne prévoit de verser à Airbus. Les États-Unis demandent à l'OMC de prononcer l'illégalité de cette subvention.

Ce désaccord, qui oppose les États-Unis à l'Union européenne, est la conséquence inévitable de la concurrence sans merci qui existe entre Boeing et Airbus. Un nouveau modèle se trouve être à l'origine du problème. Airbus développe son A350, concurrent direct du modèle 787, avion long-courrier de Boeing, et reçoit près de 200 commandes l'année dernière pour son premier avion long-courrier. Airbus demande une subvention de participation au « Consortium Airbus » composé par la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne pour faire face aux dépenses de lancement du projet A350, le nouvel avion de ligne qu'elle est entrain de mettre au point. Cette demande est bien sûr acceptée. C'est la raison pour laquelle les États-Unis et Boeing demandent que cette subvention ne soit pas autorisée, en met-

tant en avant le motif qu'une aide de l'État constituerait une concurrence déloyale. Au cours de l'année dernière, les rencontres organisées entre les États-Unis et l'Union européenne, qui ont duré plusieurs mois, n'ont pas permis de trouver un terrain d'entente.

Face à ces accusations, l'Union européenne dénonce la réduction des taxes accordées à Boeing par les États-Unis. Suite à la décision américaine de faire part de ce désaccord avec Airbus à l'OMC, l'Union européenne déclare qu'elle pourra en faire de même pour Boeing. D'ores et déjà, ce conflit annonce clairement que 2006 sera une année mouvementée. Et la Turquie dans tout ça...



Ankara, qui ne perd pas de vue les pourparlers d'adhésion à l'Union européenne, se tourne vers Airbus concernant les accords d'achat de 51 avions et satisfait ainsi la France et l'Allemagne. Cette décision reflète ses intentions politiques. Le gouvernement AKP a adressé à Airbus une commande de 36 avions, qui allaient venir compléter sa flotte aérienne, ce qui laisse pour Boeing une commande de 15 avions. Alors que ce déséquilibre dans la répartition des commandes a déçu les États-Unis, l'Europe s'est déclarée satisfaite de ces chiffres. Cette situation s'est aussi répercutée sur la planification des ventes d'Airbus.

Le vice-président d'Airbus, Laurent Rouaud, prévoit que le trafic aérien mondial et le nombre des avions vont doubler dans les années à venir, et il s'attend à ce

que les compagnies turques adressent 263 demandes d'avions pendant cette période. Ce chiffre représente un tableau financier de 24 milliards de dollars. Laurent Rouaud voudrait qu'Airbus puisse obtenir à elle seule la moitié de ces commandes, c'est-à-dire 12 milliards de dollars ...

La compagnie Turkish Airlines a acheté son premier avion Airbus en 1984 et, au cours des 5 dernières années, le nombre d'Airbus dans sa flotte aérienne a doublé. Le premier accord industriel avec TAI a été conclu en 1998. La TAI a fabriqué des panneaux de revêtement pour plancher pour les avions A320, l'accord a été prolongé l'année dernière, et le montant du nouveau contrat s'élève à 100 millions de dollars. PFW, l'entreprise d'éléments d'aéronautique fondée à Izmir en 2003 a fabriqué certains réservoirs et des planchers pour les A320. Airbus a décidé d'acheter à l'entreprise, chaque année, pour 17 millions de dollars d'équipements.

Dans ce contexte, Laurent Rouaud, vice-président d'Airbus et responsable de la recherche et des prévisions de marché de la compagnie, attribue une place de choix à la Turquie, dans le cadre de la planification des 20 prochaines années.

Airbus pense qu'avec son nouveau modèle, le « Géant volant » A380, « l'ère 747 » est révolue et qu'une nouvelle ère voit le jour. Sans oublier que la compagnie va assurer le financement de cet avion uniquement avec les commandes qu'elle va recevoir de la Turquie !...

*Aykut Küçükkaya,
journaliste au quotidien Cumhuriyet

Les logiques de l'intolérance



*Garip Turunc

L'intolérance est toujours profondément l'expression d'une volonté d'assurer la cohésion de ce qui est considéré comme relevant du soi, de l'identique à soi, en détruisant tout ce qui s'oppose à cette prééminence absolue. Il ne s'agit donc jamais d'un pur accident de parcours : il y a une logique de l'intolérance. Elle sert des intérêts qui se croient menacés. Une des manipulations les plus dangereuses, la plus forte pour arriver à ces fins, est fondée sur une conception exclusive du sang, de sa pureté, de son unicité.

L'homme possède naturellement ces types de réactions, émotions et pulsions élémentaires. Mais le propre de l'homme et de toute vie sociale est de les canaliser et de les maîtriser, plus fondamentalement, de définir des aires de droit fondées implicitement sur la reconnaissance du Soi et de l'Autre pour pouvoir « vivre ensemble ».

Vivre ensemble, à la fois égaux et différents. La mondialisation de l'économie nous mélange dans le supermarché de l'information et de la consommation, mais ne nous aide pas à nous comprendre ; et lorsque nous cherchons refuge dans notre identité ou dans une communauté homogène, nous en venons inévitablement à rejeter – parfois même avec violence – l'Autre dont la différence apparaît vite comme une menace.

La violence n'est pas un trait de caractère propre à l'espèce humaine : elle est un produit de l'esprit humain, souvent concerté et organisé. La construction éthique universelle est possible, à condition de reconnaître l'existence de processus invariants, qui sont toujours là, contre lesquels chaque individu, chaque système éducatif, chaque État doit consciemment lutter, à condition aussi que chacun des acteurs puisse contrôler ses pulsions et leurs effets élémentaires. Cela implique d'être véritablement éduqué à

l'altérité et d'en prendre conscience, rappelle Claude Sahel, dans son ouvrage (La Tolérance) : « Tu as toi-même été étranger (...). Le sujet constitue son identité dans la différence, fût-elle intérieure : l'autre est toujours déjà-là. Le différent arrache la certitude à sa naïveté, et le jugement est requis. L'exigence morale se fonde dans l'universel : une transcendance doit-elle garantir la tolérance de l'autre ? Entre Révélation et Inconscient, la pensée fait l'expérience de l'humanité. »

Enfin, cela implique aussi la nécessité de s'entendre de façon universelle sur ce qui est et doit être « intolérable » pour tous. Tolérer certains actes ou opinions, par refus de tout interdit revient souvent à un aveu d'indifférentisme : si toutes les opinions se valent, elles se rejoignent dans la nullité objective. N'y a-t-il pas, dans cette indifférence revêtue du voile de la tolérance, l'effet d'une déchirure du lien social, de toute relation authentique à autrui ? Il faut plutôt considérer que l'intolérable est là quand le regard porté sur l'autre ne le reconnaît plus – pour une raison ou pour une autre – comme semblable à soi en humanité.

Avec l'affaire des caricatures danoises, près de vingt ans après celle de Rushdie, l'histoire s'emballe à nouveau ; l'affrontement entre un Occident arc-bouté sur la défense de ses libertés et un islam insurgé contre le blasphème se répète. Comme si personne n'avait tiré les leçons d'une crise majeure qui, en 1989 déjà, avait opposé, d'un côté les héritiers de Voltaire,

de Rousseau et des droits de l'Homme et, de l'autre les fanatiques d'un obscurantisme islamique. En vingt ans, ni l'escalade du terrorisme, ni les efforts diplomatiques, ni les ponts jetés par les hommes de dialogue n'ont eu raison des malentendus, des ignorances, de l'aveuglement hystérique des uns, du refus de toute autocritique chez les autres.

Dans l'affaire Rushdie, l'onde de choc était partie de Manchester (Grande-Breta-

gne), dans le cas des caricatures de Mahomet, l'étincelle est partie du Danemark. Est-ce un hasard si c'est précisément dans ce pays qu'a démarré l'affaire ? On ne peut répondre que par la négative. Car, il faut rappeler, en effet, que nulle part ailleurs en Europe le débat politique sur les étrangers n'a été aussi virulent ni les lois sur l'immigration aussi brutalement durcies au cours de ces quatre ou cinq dernières années.

À côté de nouvelles lois très contraignantes sur l'immigration, qui ont fait diminuer d'un tiers le nombre des regroupements familiaux, d'un quart le nombre des demandeurs d'asile, il faut désormais, pour accéder à la citoyenneté, passer un examen de langue et un test de connaissance du pays auquel échoueraient bien des Danois eux-mêmes. Certaines déclarations irresponsables ont été le fait de la classe politique danoise.

Morten Messerschmidt, une figure montante du parti de la droite populaire (DVP) déclarait : « Ce n'est qu'en maintenant le nombre de musulmans au plus bas, tout en contenant cette culture ouvertement arriérée, que nous pourrions préserver le Danemark comme une société libre, démocratique et bien portante. » D'autres députés de ce mouvement d'extrême droite ont traité l'islam de « cancer » et de « mouvement terroriste ». Un de ses députés, Jesper Langballe, déclarait plus récemment : « Il y a beaucoup de points communs entre Hitler et l'islam. ». Le Premier ministre, Anders Fogh Rasmussen, dont le gouvernement s'appuie au Parlement sur le DVP, après avoir dénoncé le caractère agressif de ce genre de propos, assure que le ton du débat est « rafraîchissant et sain ». Il n'est donc pas étonnant qu'il ait rejeté les demandes d'intervention exprimées par les ambassadeurs de onze pays musulmans. Il a préféré les éconduire, affirmant que l'on attendait des musulmans qu'ils se soumettent aux « valeurs danoises ». C'est en partie cela qui a fortement contribué à augmenter les frustrations exacerbées par l'affaire des caricatures.

Au cours de ces derniers mois, au fil des jours, le débat n'a cessé de se complexifier : théologique, philosophique, sociologique, géopolitique... Au départ, la question était aussi simple : peut-on librement représenter le fondateur de l'islam ? La liberté d'expression doit-elle ou non s'arrêter aux frontières du sacré ? Et la réponse allait de soi : oui, bien sûr, répondent les uns ; non, évidemment, s'indignaient les autres. Ainsi se retrouve-t-on face à la répétition du

même conflit qu'il y a vingt ans entre deux imaginaires, deux systèmes d'exclusion mutuelle fondés sur l'ignorance. Ignorance des ressorts intérieurs à la foi musulmane d'un côté. De l'autre, ignorance de la liberté de création dans un monde arabo-islamique privé de droits et de démocratie – avec les éléments aggravants que sont la

montée de la violence et du fanatisme.

Qui fait le plus de mal à l'islam ? Des caricatures ou les terroristes qui tuent au nom d'Allah et du Prophète ? Ou ces voyous qui ont saccagé les biens de paisibles

citoyens, terrorisé les passants, souillé les lieux de culte dans les cartiers de Beyrouth où vivent ensemble, en paix, musulmans, chrétiens, arméniens et juifs ? Ou ces foules vociférantes et haineuses – laissées ici curieusement libres par des régimes qui d'habitude ne tolèrent aucun débordement – rappelant hélas le Moyen Âge.

Contre les ostracismes et les intolérances, d'un côté comme de l'autre, nous devons comprendre enfin que c'est la singularité elle-même qui nous ouvre à l'universel. À condition qu'elle ne soit ni close, ni violente, ni assignée. Nous avons autant besoin d'appartenance que de liberté ; cette appartenance peut désormais être « multiple », elle n'en est pas moins nécessaire. Comme demeure nécessaire le souci d'échapper à sa finitude, d'échapper surtout à cette barbarie obtuse qui ne sait désigner l'autre, l'ailleurs, que comme un danger.

Que signifie un universalisme des valeurs pour des hommes conduits par leur individualisme, relativistes en morale, sceptiques en raison, consommateurs impénitents, mais sans volonté de progrès, et qui s'efforcent de jouir au mieux de leur confort matériel, de leurs idéaux « universels » ? Rien d'autre, sans doute, qu'un universalisme décati, qui ne vaudrait que comme une vaine et lancinante affirmation de soi dans un monde que guettent le repli haineux des particularismes, l'arrogance de la puissance et l'oubli des autres.

« L'universel, c'est le local moins les murs », disait magnifiquement l'écrivain portugais Miguel Torga, en 1954. On pense aussi à cette douce et forte réflexion de la philosophe Simone Weil : « C'est un devoir pour chaque homme de se déraciner (pour accéder à l'universel), mais c'est toujours un crime de déraciner l'autre. »

*Maître de conférences
à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV
Professeur associé
à l'Université Galatasaray d'Istanbul

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50.

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 50 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ N° de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ____/____/____ Signature : _____

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)
- virement Yapı Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul
n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturquie@alaturquie.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)
- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais
n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France
Tél. 01 42 29 78 03 Fax: 01 42 29 54 20 - Email: cvmag@cvmag.fr alt 11-12

BizimAvrupa

Gazetemizde yayımlanan yazıların Türkçelerini

www.bizimavrupa.com

da okuyabilirsiniz.

La qualité dans l'enseignement supérieur privé



Près de 1 800 000 étudiants passent le concours d'entrée à l'université chaque année, et ce nombre va aller en grandissant. Le concours de l'OSYM ne permet qu'à 300 000 étudiants d'accéder à l'université. Dans ce sens là, les universités privées comblent un déficit très important en Turquie. Rencontre avec le professeur Cuma Bayat, Président de l'université de Beykent, qui nous parle de ses projets et de ses actions pour former au mieux ses étudiants.

Quelle sont la mission et la place des universités privées dans le monde de l'enseignement ?

La Turquie a commencé très tard à investir dans le secteur de l'enseignement. Nous avons toujours considéré que c'était à l'État de gérer l'enseignement et que les études devaient donc être gratuites. Maintenant, imaginez-vous que 1,5 million de jeunes veulent faire des études et qu'ils sont privés de ce droit. Les investissements faits pour les universités en Turquie sont au même niveau que dans les pays sous-développés. Une seule solution est alors envisageable : encourager les créations d'institutions éducatives privées, et non pas d'universités personnalisées comme aux États-Unis. Il faut multiplier le nombre de ces universités, de manière contrôlée, pour permettre aux jeunes qui le désirent, de poursuivre leurs études.

Ce qui est indispensable pour une institution d'enseignement universitaire, c'est de ne faire aucune concession quant à la qualité de l'enseignement.

Autrement, ce ne sera plus 1,5 million, mais 3 millions de jeunes qui n'auront pas accès à l'université. Nous connaissons l'importance qu'accordait Atatürk à l'éducation. Néanmoins, aujourd'hui l'action de l'État ne suffit plus. La contribution du secteur privé est nécessaire. Certains disent que l'ouverture massive d'universités va créer une armée d'ingénieurs et d'avocats au chômage. Moi, je ne partage pas cette conviction. Les Turcs arrivent à faire des choses remarquables, si on leur en donne les moyens. L'université permet d'acquiescer une ouverture d'esprit. Faisons ce qui nous incombe, et éduquons nos jeunes. Ils trouveront ainsi du travail, pas seulement en Turquie mais aussi à l'étranger. C'est pourquoi limiter les contingents, pour qu'il y ait peu de chômeurs, est un obstacle à l'éducation en Turquie. Augmentons ces contingents tout en privilégiant la qualité. Je le répète : le principal facteur du retard de la Turquie dans ce domaine trouve son origine dans le fait que 1,5 million de jeunes se voient empêchés de poursuivre leurs études.

Mais alors, comment contrôler la concurrence que se livrent les universités privées ?

L'Institution de l'Enseignement Universitaire est la seule compétente dans ce domaine. Elle peut augmenter le nombre des institutions éducatives en privilégiant la qualité. Une fois les critères de qualité définis, les citoyens qui veulent créer des institutions éducatives le feront en se conformant à ces critères. Nous pourrions ainsi établir une équivalence entre les diplômes. Si ces critères ne sont pas respectés, on pourra fermer l'institution concernée en expliquant en quoi elle n'est pas conforme. Si c'est contrôlé, ces institutions accorderont l'importance nécessaire à la qualité. Et en ce qui concerne la concurrence entre ces universités, il faut savoir qu'aujourd'hui, nous n'avons pas de mal

à trouver des étudiants. Mais nos institutions ne doivent pas se relâcher. Un jour ou l'autre, nous aurons des difficultés à trouver des étudiants. Les établissements qui n'offrent pas un enseignement de qualité ne pourront pas compter indéfiniment parmi les institutions éducatives privées. Ils sont dans l'obligation de dispenser un enseignement de qualité pour pouvoir se maintenir. Les étudiants ne sont pas des clients. Il ne faut pas leur vendre leurs diplômes, mais leur donner l'instruction qu'ils méritent.

Est-ce que la politique de l'université de Beykent est différente de celles des autres universités ? Quels sont les changements que vous pensez faire en tant que recteur ?

Au cours de 33 années passées au service de l'université d'Istanbul, j'ai eu l'occasion d'observer et de comprendre quels étaient les besoins des étudiants, des professeurs et du personnel administratif. Tant qu'il n'y aura pas d'harmonie entre ces trois entités, on rencontrera des problèmes et la qualité de l'enseignement baissera. Nous avons des projets pour rehausser le profil des étudiants. Cela passe par une bonne repré-

sentation de notre institution à l'étranger. Bien représenter l'université, cela veut dire que ce lieu ne doit pas être destiné uniquement à l'enseignement. Cet enseignement doit être accompagné par la recherche. Ainsi, cette université aura sa place dans le monde scientifique. Une université qui n'a pas d'activités de recherche ne peut pas survivre. Or, pour faire de la recherche, les universités doivent avoir une infrastructure qui le permette, les professeurs doivent avoir le temps de se consacrer à leurs recherches. Il faut créer un terrain favorable, qui leur permette de participer à des conférences internationales, d'écrire



des articles... Les universités privées ont des lacunes dans ce domaine. Les professeurs qui viennent du secteur public sont déçus lorsqu'ils se rendent compte que la configuration nécessaire à leurs recherches n'existe pas ici. Les scientifiques sont comblés lorsqu'ils peuvent mener leurs recherches, produire des articles, faire des communiqués de recherche. C'est pourquoi, je pense mener des actions pour que l'infrastructure concernant les activités de recherche

atteigne un très bon niveau à l'université de Beykent. Ma priorité est de faire de cette université un lieu où la recherche soit active. Nous avons des projets à long terme pour développer l'infrastructure nécessaire au secteur de la recherche à Beykent, pour que ce domaine ait un rayonnement international dans le monde universitaire. Par exemple, il faut fonder des revues périodiques afin d'y publier les travaux universitaires. Nous allons prochainement créer des groupes de réflexion à ce sujet et nous allons réaliser des investissements au nom de l'université de Beykent. Si ces revues sont régulièrement publiées, elles acquerront la même importance que des SCI et SSCI internationales. Au-delà de la création de laboratoires et des équipements informatiques nécessaires à la recherche, nous essayons de mettre en place des moyens pour réaliser nos propres publications ici. En dehors de cela, il faut que le nombre des professeurs soit plus élevé. La recherche se fait en équipe. Il faut donc que de nouveaux professeurs nous rejoignent. Il faut faire de cette université un lieu de recherches doctorales. D'autre part, cela fait trois ans que l'on essaye d'installer un système automatisé ici. Nous devons avoir accès à tous les renseignements concernant chaque étudiant, depuis son inscription, son assiduité aux cours, jusqu'à la délivrance de son diplôme. Un tel système n'existe pas encore dans cette université et nous rencontrons des problèmes lors de l'inscription comme pour la mise en place des cours. Cela fait partie des premières choses que je vais

mettre en place. D'autre part, il faut créer un environnement propice aux activités socio-éducatives. Notre devoir est de permettre à nos étudiants de nous représenter dans ces domaines au niveau international. L'université doit disposer d'un lieu qui offre des activités culturelles et qui permette une union avec la population locale. Le maire de la municipalité de Sisli va également nous

apporter son soutien à ce sujet.

Selon vous, quels sont les principes de base indispensables de l'enseignement ?

Quand on analyse la structure des fondations universitaires privées, on se rend

compte que les fondateurs attendent la plupart du temps une gestion autonome. Autrement dit, il y a là une façon de penser semblable à celle d'un homme d'affaires. Je partage ce point de vue. Nous n'avons plus dans l'idée de nous reposer sur l'action de l'État. À la question : « Comment faire fonctionner l'université dans les meilleures conditions ? », il faut apporter une réponse que je désire analyser et mettre en application, à la manière d'un ingénieur. La chance qu'a l'université de Beykent, c'est de posséder une infrastructure complète. Aujourd'hui, certaines universités privées louent leurs locaux à leur président. Si demain un désaccord surgit, ce sera la fin de l'enseignement dans cette université. Beykent possède ses propres campus universitaires, ses propres locaux. Ils ne sont pas au nom de Monsieur Celik, c'est l'université qui en perçoit tous les revenus. C'est un investissement considérable pour l'université.

Ce qui est indispensable pour une institution d'enseignement universitaire, c'est de ne faire aucune concession quant à la qualité de l'enseignement, et de former des étudiants turcs diplômés d'université possédant les connaissances, les compétences et la culture leur permettant de représenter dignement la Turquie dans la compétition internationale. Cette qualité s'acquiert grâce aux infrastructures disponibles et à l'aide du corps enseignant. Nous allons remédier à nos points faibles. La qualité de l'enseignement et de la recherche va s'accroître et, de cette manière, les étudiants formés ici seront reconnus dans le monde de la recherche.

C'est pourquoi créer des laboratoires de recherche et former des jeunes qui auront un rôle dans la société font partie des impératifs que nous nous sommes fixés.

Propos recueillis par Hüseyin Latif et Bilge Demirkazan, journalistes



(+90) 212 289 64 86

Un problème irrésolu malgré une croissance élevée : le chômage



*Selda Atik

En décembre 2005, la Banque mondiale a estimé nécessaire d'alerter la Turquie au sujet du chômage. De fait, cet avertissement portait sur la hausse dangereuse du chômage malgré une croissance économique qui se prolonge, ce que les acteurs de l'économie en Turquie savent très bien. Comme je l'ai déjà mentionné dans mes écrits précédents, et comme presque tous les auteurs en économie l'ont souligné, l'économie turque est entrée dans un processus de croissance raisonnable et stable. Cependant, alors que l'équilibre macroéconomique qui est à l'origine des dynamiques de la croissance économique se trouve être dans une ligne de stabilité certaine, la hausse de l'emploi attendue et espérée n'a toujours pas lieu. Même si l'on cherche la plupart du temps à expliquer ladite croissance seulement par la hausse des rendements et non pas par la hausse des investissements, si l'on regarde le volume des emplois et le profil de la main-d'œuvre, il n'est pas possible de dire que le chômage est causé par un manque de création de nouveaux secteurs d'embauche et, par conséquent, dû à un manque lié à l'investissement qui ne se trouve pas être à la hauteur des attentes. Pourtant il est évident que les effets souhaités d'une économie grandissante dans un pays qui se développe concernent en premier lieu la hausse de l'emploi. Alors que l'emploi est considéré comme un vecteur de la diminution de la plupart des inégalités et particulièrement de la répartition des ressources dans un pays, l'objet des deux grandes crises économiques traversées par la Turquie ces cinq dernières années doit obligatoirement être traité dans

le cadre de politiques économiques plus efficaces. Du reste, le pourcentage élevé des jeunes dans la population, souvent présenté comme un avantage de notre pays, est à présent sur le point de devenir un désavantage.

Avant de parler des dimensions du chômage en Turquie, nous pouvons nous pencher ici sur le problème du chômage dans un sens global. Selon les données de l'Organisation internationale du Travail, en 2005, le nombre de chômeurs au niveau mondial a augmenté de 2,2 millions par rapport à l'année précédente, et atteint le chiffre de 191,8 millions. Le rapport dont il est question stipule que dans la plupart des économies, la croissance ne se convertit pas en de nouveaux emplois ou en une hausse des salaires, les catastrophes naturelles et la hausse du prix des ressources d'énergie ayant surtout lourdement affecté les pays pauvres. D'autre part, selon le rapport, presque la moitié du nombre total des chômeurs au niveau mondial est constituée de jeunes entre 15 et 24 ans et, pour ces jeunes, la probabilité de rester au chômage est trois fois plus élevée que dans les tranches d'âge supérieures. Les explications ci-dessus prouvent que nous ne sommes pas les seuls à être dans ce cas, mais il va sans dire que cela ne nous reconforte pas du tout.

L'analyse des données de 2005 en Turquie n'est pas vraiment satisfaisante. Selon les données communiquées par l'Institut de Statistique turc concernant le dernier trimestre de l'année 2005, le taux de chômage est de 10,1 %. Ce même taux est

12,4 % dans les villes, et de 6,6 % à la campagne. Quant au nombre de chômeurs, il est de un 1,819 million dans les villes et de 667 000 dans les campagnes. Dans la même période, le taux de chômage chez les 15-24 ans est de 18,8 %. Parmi ces chiffres, ce qui est peut-être le plus frappant, c'est que 49,8 % des 22 197 000 personnes qui travaillent en Turquie ne sont pas déclarées. Le problème du taux de travail non déclaré, qui atteint presque la moitié

L'équilibre macroéconomique qui est à l'origine des dynamiques de la croissance économique se trouve être dans une ligne de stabilité certaine, cependant la hausse de l'emploi attendue et espérée n'a toujours pas lieu.

de la capacité d'emploi, ne concerne pas seulement le fait que la hausse des investissements nationaux et étrangers, attendue dans le secteur économique général, ne se concrétise pas, comme c'est toujours avancé. Cela prouve qu'il faut également analyser différents aspects du problème. La principale raison d'être de l'emploi non déclaré, qui atteint des dimensions vertigineuses, qui constitue une concurrence déloyale envers les entreprises déclarant leurs employés et qui cause un déficit important concernant l'imposition, peut s'expliquer par la lourdeur des impôts et des taxes incombant aux employeurs. Actuellement, le salaire mensuel minimum revient à 594 YTL (soit près de 440 dollars) à l'employeur, coût comprenant le salaire, les cotisations sociales et les impôts. Ce coût reste relativement élevé si nous le comparons aux pays concurrents dans les conditions de concurrence internationale. Il ne satisfait ni l'employeur, ni l'employé, et est à l'origine de la hausse des emplois non déclarés.

La deuxième raison que l'on peut évo-

quer concernant ce problème, c'est le fait qu'une main-d'œuvre non qualifiée, qui compose dans une grande mesure le volume d'emplois, soit périodiquement sans emploi, ce qui se répercute sur le taux de chômage avec son influence saisonnière (particulièrement en période hivernale). Ce chômage saisonnier est une situation répandue particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et du bâtiment. La principale raison du chômage lié à la main-d'œuvre qualifiée découle du fait que l'on continue à former dans les institutions universitaires des jeunes dans des domaines traditionnels, qui ne répondent pas aux besoins du pays, et qu'ils se trouvent relégués au second plan, et aussi d'un travail de réforme qui n'a pas encore été commencé. Si l'on voit les choses sous un autre aspect, c'est exactement le contraire : un individu qui fait des études dans un secteur qui recrute va se retrouver forcé de travailler dans un domaine qui ne le satisfait pas forcément, au lieu d'un domaine se rapprochant de ses envies et aptitudes. Par conséquent, le nombre des individus qui ne s'épanouissent pas au travail augmente, ce qui fait baisser le rendement.

Au demeurant, je pense qu'il serait injuste de passer sous silence les avancées concrètes qui ont été faites au niveau des établissements institutionnels. Les évolutions importantes qui viennent de voir le jour concernent l'Agence de (Recherche) d'Emploi et d'Employés, qui, dans une conception plus moderne de l'emploi, est devenue l'Agence du Travail turc ; et, dans le cadre des réformes positives, le débat sur la création d'une allocation chômage dont il est question depuis plusieurs années.

* Selda Atik, Docteur à l'Université de Hacettepe, École supérieure de Sciences Sociales

La Chambre de commerce française en Turquie : un trait d'union pour le commerce franco-turc



Raphaël Esposito

La France est le quatrième fournisseur de la Turquie et son cinquième client. Elle compte déjà près de 300 entreprises implantées sur le territoire turc.

Ce chiffre, qui fait de la France l'un des principaux investisseurs étrangers en Turquie, devrait encore augmenter à mesure que la Turquie se rapproche de l'Union européenne.

Profitant de cette conjoncture très favorable, la Chambre de commerce française en Turquie multiplie les initiatives ayant pour objectif de faire se rencontrer les entrepreneurs franco-turcs, notamment les responsables de PME, et de les aider dans leurs démarches d'implantation.

La Chambre de commerce et d'industrie française en Turquie se veut être une passerelle pour les échanges commerciaux entre la France et la Turquie. Par le biais de trois types de services – animation de la com-

munauté d'affaires, appui et conseil aux entreprises et appui logistique – elle vient en aide aux entreprises françaises souhaitant s'implanter en Turquie, et vice versa. « Nous avons les réponses aux questions que se posent les entreprises françaises car nous sommes implantés en Turquie. De même, il est souvent plus intéressant pour les entreprises turques de s'adresser directement à un organisme implanté en France », précise Raphaël Esposito, directeur de la Chambre. Une autre raison, d'ordre culturel, explique le fait que peu d'entreprises turques font appel à la Chambre : « Comme nous nous autofinçons, nous faisons payer nos prestations. Les entreprises françaises sont davantage prêtes à payer ce genre de services que les entreprises turques, qui fonctionneraient plutôt par intéressement sur le chiffre d'affaires. »

« Nous essayons de traiter chaque entreprise individuellement. Nous cherchons à comprendre son projet, à lui trouver les partenaires qu'il lui faut, explique Raphaël Esposito. C'est un métier passionnant mais difficile, car nous sommes une institution, mais dotée d'un statut privé. » En effet, la Chambre de commerce, association de

droit local, est indépendante économiquement et politiquement. « Nous avons des partenariats, bien sûr, mais plutôt avec des organismes comme l'Union des chambres de commerce françaises à l'étranger ou l'Assemblée des chambres de commerce en France. Nous avons aussi un partenariat avec le service économique de l'ambassade et nous travaillons avec Promo-salon, notamment pour la promotion des entreprises turques sur les salons en France », explique le directeur. En revanche, se rapprocher d'organismes comme Tüsiad (l'équivalent du Medef français, ndlr), n'est pas dans la démarche de la Chambre de commerce. « Déjà, naturellement, chacun veut garder son leadership, explique Raphaël Esposito. Et, si nous sommes trop proches de Tüsiad, on ne manquera pas de nous reprocher une orientation « grandes entreprises », alors que nous nous adressons plutôt aux PME et, de plus, ce serait perçu comme un parti pris politique... »

Avec ses 430 membres, la Chambre de commerce est aujourd'hui moins puissante qu'elle ne le fut lors de l'âge d'or de la culture française en Turquie – la chambre existe depuis 1885. Mais elle reste très

attractive pour sa connaissance du marché turc et pour le soutien logistique qu'elle apporte aux entreprises. « Avec les perspectives d'adhésion à plus ou moins court terme, nous remarquons plus d'intérêt et plus de curiosité de la part des entreprises françaises pour le marché turc, souligne Raphaël Esposito. Par exemple, il y a deux ans et demi, lorsque j'ai pris mon poste, nous effectuions en moyenne une dizaine d'opérations dans l'année. Aujourd'hui, au premier semestre 2006, une vingtaine de séminaires sont prévus, qui seront suivis par des rendez-vous individuels. »

Enfin, la chambre de commerce française en Turquie reste un lien actif entre les membres de la communauté d'affaires franco-turque : elle publie tous les mois une lettre d'information, centralise et diffuse les offres d'affaires, et organise régulièrement des déjeuners-débats, des rencontres mensuelles et des galas pour permettre aux représentants des petites et moyennes entreprises de lier connaissance et d'élargir leur cercle relationnel. Une manière de faire vivre et se développer la communauté d'affaires franco-turque.

Un tout nouveau modèle de gestion est né du chaos



Hasan Latif

En général, le terme de chaos est employé pour désigner le désordre et l'anarchie. Or, depuis quelque temps, les théories scientifiques s'inspirent du concept de chaos. Les économistes recommandent de se servir de la notion de chaos dans la gestion des entreprises et celle des hommes. On ne demande plus à un leader d'être visionnaire, intelligent, courageux ou d'être inspiré, mais de savoir gérer le chaos.

En vérité, il faut d'abord savoir si vous croyez ou non aux surprises. Le plus important pour un dirigeant d'entreprise est de planifier l'organisation autant que possible, et d'en avoir le contrôle entre ses mains. Alors que la vie, tout comme le monde du travail, est pleine de surprises.

Les théoriciens du chaos en expliquent l'importance de la manière suivante : « Le déroulement d'un événement dépend de mille et une raisons, qu'elles soient importantes ou pas. C'est pourquoi une affirmation telle que $1+1=2$, ne correspond pas toujours aux réalités du monde. Un fait parfaitement anodin, que vous n'auriez jamais pu prévoir, peut radicalement changer la face des choses. Il est établi que la nature aussi est née d'un contexte chaotique. La situation dans les entreprises ne diffère guère. Pour Hasan Latif, maître de conférences à l'université Sakarya : « Chaque dirigeant doit absolument savoir tirer profit des théories du chaos. »

Le chaos repose sur l'idée que l'évolution d'un système dépend, au cours d'une période définie, de nombreuses situations différentes. Cela explique donc qu'il est impossible de tout contrôler. Si vous êtes à la tête d'une entreprise et croyez que tout peut être tenu sous votre contrôle, connaître les théories du chaos ne peut que vous être utile. Il n'est pas possible de tout contrôler dans un monde caractérisé par le chaos. Une organisation bien définie et figée ne peut pas non plus exister dans un contexte chaotique. Néanmoins, si vous ne planifiez rien et laissez les choses évoluer d'elles-mêmes, cela débouche obligatoirement sur le désordre et l'anarchie. La nécessité d'une gestion apparaît inévitablement partout où sont les hommes. « Mais il faut régler cette gestion de manière à n'être ni dans un système où tout est sous contrôle, ni dans un contexte où il n'existe aucune planification, où chacun fait comme bon lui semble. C'est pourquoi l'équilibre est très important », d'après Hasan Latif.

Pour diriger une entreprise, la théorie de la gestion traditionnelle préconise essentiellement de conduire des analyses, d'éviter les préjugés et d'avoir en main le contrôle des choses. Les gestionnaires, en analysant toutes les étapes, mettent sur pied des méthodes standard de gestion. La meilleure gestion repose sur des lois clairement définies, des règles et des principes. Quant au chaos, il est vu comme une situation à éviter à tout prix. Mais, avec l'évolution des systèmes d'information et la hausse de la concurrence, il est reconnu que la conception des dirigeants qui pensent pouvoir tout tenir sous leur contrôle, est tombée en désuétude.

Lorsqu'il y a trop de règles dans une entreprise, celle-ci perd de sa flexibilité. Or, les conditions du marché dans la conjoncture actuelle ainsi que les règles concurrentielles changent constamment. Alors, le conseil de Latif est simple : « Il faut mettre en place une planification. Mais celle-ci doit avoir la souplesse de pouvoir être changée à tout moment. Si vous n'établissez aucune planification, ce sera aussi le chaos. D'un autre côté, si cette planification est rigide et trop contrôlée, votre entreprise peut perdre de son dynamisme. Les économistes définissent cette situation comme le seuil du chaos. En d'autres termes, il faut être partiellement structuré au sein d'une organisation flexible. »

Hasan Latif, auteur de l'ouvrage « Management fractaliste – Le concept du chaos dans le management », enseigne aussi à la

faculté des Sciences administratives et économiques, Management et Organisation des entreprises de l'université Sakarya. Il explique ainsi de quelle manière les dirigeants des entreprises peuvent mettre la théorie du chaos en application :

Créer des entreprises qui s'autogèrent. Il y a différentes manières d'appliquer le concept du chaos aux entreprises. L'une d'entre elles est l'organisation qui s'autogère. Dans ce type d'organisation, le leader ou le dirigeant expose très clairement les objectifs et les stratégies de l'entreprise. Il met en place des unités au sein de l'entreprise. Ces unités

forment un tout avec l'entreprise. Ces unités connaissent très bien les objectifs, et leurs activités sont menées dans ce sens. Elles sont flexibles. Quant au dirigeant, il ne fait qu'orienter et intervient quand c'est nécessaire.

La théorie du chaos ne convient pas à toutes les entreprises. Évidemment, pour que les unités qui s'autogèrent soient performantes, il faut que le profil des salariés convienne à la politique de l'entreprise. Ces salariés doivent,

par exemple, être capables de s'autogérer, de se contrôler, bref, être flexibles. Cependant, bien sûr, il ne faut pas oublier une chose : certains secteurs conviennent plus au systématisme et au mécanisme de contrôle qu'à une structure chaotique. Le secteur bancaire, par exemple, en fait partie.

*Hasan Latif,
Maître de conférences à l'Université Sakarya



« Aujourd'hui la Turquie » : pour rapprocher la France et la Turquie

(Suite de la page 1)

lancer un journal en français « Aujourd'hui la Turquie ». Depuis sa sortie, le journal n'a reçu de soutien financier d'aucune personne ni institution, tous les encouragements, même les plus chaleureux, sont restés verbaux. Pourtant, les entreprises et les élites turques sont unanimement convaincues qu'il faut améliorer l'image de la Turquie hors des frontières du pays. Notre est en cela un journal très utile, il a pour objectif de jeter un pont entre la France et la Turquie afin de mieux les faire connaître dans une période très cruciale où les bonnes relations entre ces deux pays sont mises à l'épreuve par des préjugés et une opinion publique française très hostile à la Turquie. Il est alors utile de faire connaître la Turquie objectivement, de montrer le visage moderne, laïc et dynamique de ce pays. Avec une population jeune et de mieux en mieux formée, une économie en pleine croissance et une position géostratégique primordiale, la Turquie constitue une alliée très importante et incontournable pour la France. Aussi, notre journal peut jouer un rôle positif et très important dans l'amélioration des relations. Car ce journal n'est ni sous le contrôle ni sous la direction d'un quelconque groupe de pression ou groupe d'intérêts. L'équipe est formée de journalistes, chercheurs et enseignants, faisant partie des peuples turc et français, et souhaitant l'instauration d'une solide collaboration entre les deux pays.

Dépasant le cadre des relations franco-turques, ce journal doit pouvoir jouer également un rôle important dans les relations entre la Turquie et l'UE et, plus important encore, dans l'établissement d'un dialogue interculturel. Former une plateforme d'amitié autour de la francophonie est l'autre objectif de ce journal. En effet, il crée l'occasion de réunir autour de ce support les francophones d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique,... bref les francophones du monde entier. Concernant les crises et les conflits dans le monde, notamment les problèmes au Moyen-Orient, dans le Caucase ou dans les Balkans, notre journal peut jouer un rôle d'information neutre, sans parti pris, et contribuer ainsi à ramener dans ces zones la paix et la stabilité. Pour pouvoir continuer à évoluer et atteindre les objectifs que je viens de développer, notre journal a besoin des soutiens conjugués de la France et de la Turquie. Et, de fait, c'est aux entreprises turques et aux entreprises françaises installées en Turquie qu'il appartient de nous apporter leur soutien financier. Car, en effet, une meilleure connaissance de ces deux pays ne peut que contribuer à améliorer les relations, à les rendre plus efficaces sur le plan commercial et à renforcer la bonne entente des milieux d'affaires.

Je rappelle que « Aujourd'hui la Turquie » est le fruit du travail d'une équipe sincère, dévouée et agissant hors de tout esprit lucratif. Je forme le souhait que de plus en plus d'amis nous rejoignent comme mécènes,

lecteurs ou contributeurs, afin de rendre plus fort notre journal, ce pont d'amitié entre les peuples de France et de Turquie.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazi



Premier anniversaire

(Suite de la page 1)

voire la troisième génération de cette population d'immigrés ne veut plus travailler dans les mêmes conditions que ses parents. Alors qu'une partie se contente uniquement de vivre grâce aux aides publiques, d'autres essaient de créer leur emploi, souvent en créant de petits commerces. Dans une période où, pour diverses raisons, la raréfaction des sources d'énergie conduit inévitablement à une augmentation de leur prix, nous assistons également à une augmentation des tensions entre la population immigrée et les natifs de chaque pays. L'apparition de la main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché ainsi que les charges bien moins importantes liées à la production dans des pays sous-développés ou en voie de développement ne font qu'aggraver les problèmes concernant la main-d'œuvre non qualifiée dans les pays développés. À une époque où nous nous orientons vers une redistribution de nouveaux marchés, les facteurs tels que la religion et les questions de minorités resurgissent et sont mis en avant. Le développement social tant souhaité dans

nos sociétés ne se réalisera que si nous arrivons à être respectueux des croyances de chacun tout en évitant les conflits. En résumé, il ne faut pas tomber dans ce piège de l'incompréhension.

Concernant notre journal, je suis ravi d'annoncer que notre comité de rédaction grandit en accueillant en son sein un journaliste renommé, Erkan Oyal ; un enseignant, Gazi Uçan ; un professeur et expert en architecture et le président de l'Association culturelle Turquie-France, Işık Aydemir, ainsi qu'un homme d'affaire, Celal Bıyıklıoğlu. Dans ce numéro anniversaire de notre journal, je tiens à remercier le président de la Chambre de commerce française en Turquie (CCIFT), Monsieur Raphaël Esposito, pour le soutien qu'il apporte à notre journal.

Cette équipe enthousiaste, influente, riche et variée ne peut que contribuer à ce que « Aujourd'hui la Turquie » confirme sa place dans le monde francophone.

*Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif
Enseignant à l'Université de Beykent
Docteur de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris III

Pourquoi la Turquie séduit-elle tant les entreprises françaises ?



Le 8 février dernier, la Chambre de commerce française en Turquie a organisé dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris un séminaire intitulé « Pourquoi la Turquie séduit-elle tant les entreprises françaises ? ». C'était l'occasion de mettre en lumière les opportunités d'investissements qu'offre une Turquie en pleine croissance économique.

Depuis 2002, la Turquie affiche un taux de croissance élevé (jusqu'à 9,9 % en 2004) et une inflation en baisse. Elle entre ainsi dans le palmarès des vingt premières économies mondiales en termes de PIB. Selon Jean-Maurice Verbois, chef de la mission économique de Turquie, cette dynamique économique entraîne un regain de confiance très profitable à la Turquie : l'investissement reprend, et le pouvoir d'achat augmente. Ce dernier point, vu la taille importante de la population turque, est une donnée importante. La consommation privée, stimulée par la profusion

des crédits à la consommation, est l'un des moteurs de l'économie turque. Cette reprise de la consommation fait de la Turquie, vu le marché potentiel que représentent ses 72 millions d'habitants, un territoire de plus en plus séduisant pour les entreprises françaises. D'autant plus attirant depuis que sont appliquées les réformes économiques nécessaires pour la mise en conformité aux normes de l'Union européenne. Ces réformes assouplissent notamment les modalités de pénétration du marché et conduisent à la dérégulation totale des investissements étrangers. À cela viennent s'ajouter, comme en témoigne Gérard Lanfrey, directeur d'Air France Turquie, les avantages de la main-d'œuvre turque. En effet, si elle n'est pas aussi bon marché que celle de pays comme la Chine, elle est en revanche bien formée et très qualifiée.



Les banques turques dans la ligne de mire des investisseurs français

En cette période de grand intérêt des investisseurs français pour la Turquie, c'est le secteur bancaire qui paraît le plus actif. Après l'arrivée de la BNP, qui s'est associée à la banque turque TEB, c'est au tour des dirigeants du Crédit Agricole, la plus grande banque française, de venir prospecter en Turquie. Le 1^{er} février, le ministre des affaires étrangères Philippe Douste-Blasy s'est rendu en Turquie accompagné de nombreux hommes d'affaires. Sa visite avait pour objet les échanges commerciaux. À peine une semaine plus tard, les possibilités d'investissement en Turquie étaient étudiées à Paris lors d'une réunion organisée par la Chambre de commerce française en Turquie et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Lors de cette conférence intitulée « Pourquoi la Turquie séduit-elle tant les investisseurs »,

75 des plus grandes entreprises françaises étaient représentées. Les dirigeants des plus importantes banques françaises étaient assises aux côtés de grands groupes français comme Gaz de France, Eutelsat, France Télécom, Sagem, Sygma et Total. Les chefs d'entreprise y ont confirmé leur intérêt pour les investissements en Turquie.

Si l'on considère les dernières évolutions, on remarque un intérêt de plus en plus marqué des banques françaises pour le marché turc. L'entrée de la BNP dans le capital de TEB a été suivie d'investissements similaires dans le secteur des assurances. L'appel d'offres lancée pour le rachat de parts de la société Başak (56,67% de la section assurance et 41% de la section retraite) a été attribué à Gropama International, 2^e groupe d'assurance français, pour la somme de 268 millions de dollars. Ce groupe, fondé en 1900, est par ailleurs déjà présent dans le capital des assurances Güneş.

Après l'entrée de BNP-Paribas sur le marché turc, le responsable des investissements internationaux du Crédit Agricole Vincent K. Laguerre et son homologue spécialiste du Moyen-Orient Jad Shamas sont entrés en contact avec Ankara et Istanbul pour des négociations concernant trois banques turques. Aucune déclaration officielle n'a été faite à ce sujet, mais l'on sait qu'il s'agit de banques parmi les plus puissantes du secteur. L'objectif du Crédit Agricole est une participation au capital plutôt qu'un rachat à 100%.

Les propos tenus par Bihlun Tamaylıgil, l'un des responsables du parti CHP, lors d'une rencontre avec des producteurs de noisettes de la mer noire au début du mois de mars laisse entendre quelques indications : « L'objectif du pouvoir est de privatiser le plus rapidement possible les banques Ziraat et Halk. La part des investissements étrangers dans le secteur bancaire est passé ces deux dernières années de 2 à 15 %.

L'étape suivante sera de s'ouvrir à 100% aux capitaux étrangers. D'ailleurs, dans deux ans, les critères bancaires mondiaux seront en vigueur en Turquie. Pour les ministres, capitaux étrangers ou pas, l'important est de privatiser. L'avenir de ce secteur dépend donc de décisions politiques. Les investisseurs étrangers qui achèteront ces banques s'occuperont du problème des producteurs de noisettes ?... »

Dernièrement, Fiskobirlik (coopérative de ces producteurs) a présenté une demande de crédit de 150 millions de YTL auprès de la banque Ziraat afin de pouvoir payer les producteurs de noisettes qui n'ont pas touché d'argent depuis plusieurs mois. Selon les explications de Bihlun Tamaylıgil, le rejet de cette demande tend à prouver que des négociations se déroulent actuellement en privé.

*Aykut Küçükkaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet

La crise du gaz naturel



*Kenan Göçer

À la différence du pétrole qui est acheminé via les voies maritimes internationales, le gaz naturel doit passer par les frontières nationales terrestres, et ceci nécessite une entente politique que ce soit avec le

pays d'origine ou les pays de transit. De plus, les difficultés liées au stockage faisant augmenter la dépendance, les pays importateurs doivent obligatoirement se tourner vers d'autres possibilités.

S'il n'y a pas de connexion maritime, la situation est encore plus difficile. Le statut des eaux de la mer Caspienne n'étant pas encore défini, l'Iran achète du gaz au Turkménistan à bas prix, et le revend à la Turquie. Quant à la Russie, elle vend le gaz et le pétrole du Kazakhstan et du Turkménistan aux pays européens. Une

fois que le statut de la mer Caspienne sera défini, la situation de crise du gaz naturel va accroître la pression exercée sur l'Iran et la Russie. De cette façon, le statut de la mer Caspienne, la crise de l'énergie et les questions liées au programme d'énergie nucléaire de l'Iran vont être posées simultanément.

La consommation de gaz naturel

L'indicateur le plus frappant concerne la consommation de gaz des pays d'Amérique du Nord qui est passée de 72,8 % de la consommation mondiale en 1965, à 29,2 % en 2004. D'un autre côté, la consommation des pays européens et des pays d'Asie centrale est passée de 22,8 % à 41,2 % au cours de la même période. Avec une consommation six fois plus importante, ce groupe est passé en tête. Au demeurant, la consommation de gaz s'est étendue à travers le monde. Les pays européens sont de plus en plus dépendants du gaz naturel.

C'est pourquoi, tout en restant liés aux réserves disponibles de gaz naturel, les pays européens doivent inexorablement être à la recherche de politiques énergétiques de rechange.

Alors qu'en 1980 les pays d'Asie centrale détenaient 29,46 % des réserves de gaz, en 2004, la Russie les dépasse et se hisse au premier rang avec 40,6 % des réserves grâce à la découverte de nouveaux gisements de gaz.

Cependant le fait que le gaz soit transporté par les voies terrestres et l'instabilité caractéristique des pays d'Asie centrale réduisent le taux d'utilisation des réserves de gaz.

Si le recours aux pays d'Asie centrale est sérieusement envisagé suite à la crise du gaz entre l'Ukraine et la Russie, cela peut accélérer le processus de stabilisation de cette région. La probabilité que le gaz transféré depuis le Moyen-Orient ne

puisse passer que par le nord de l'Irak va gêner la Turquie, elle devra donc réfléchir à une autre solution, telle que la Syrie. Si les réserves de gaz naturel commencent à être exploitées au Moyen-Orient, cela peut ouvrir de nouvelles perspectives pour la Turquie concernant la recherche, l'extraction et le transfert du gaz dans cette région.

Si les problèmes existant avec des pays comme la Syrie, l'Iran, l'Irak sont résolus, le Moyen-Orient deviendra un fournisseur envisageable. La Turquie étant le seul itinéraire possible depuis le Moyen-Orient et le bassin de la mer Caspienne, la stabilité du Moyen-Orient, de la Turquie et du Caucase va être en situation de confrontation avec les intérêts européens, et cela va placer la Turquie en position de force face à l'Europe et à la Russie.

*Yrd. Doç. Dr. Kenan Göçer
Enseignant à l'Université de Beykent

Les relations franco-turques devraient atteindre l'excellence



Osman Korutürk

Après le départ de Monsieur Uluç Özülker, dont le mandat est arrivé à son terme, Monsieur Osman Korutürk est le nouvel ambassadeur de Turquie en France. Son Excellence nous a aimablement reçus pour nous parler les enjeux majeurs des relations franco-turques et les questions sur lesquelles il devra travailler au cours des mois à venir.

L'histoire des relations franco-turques remonte à une époque très ancienne. Elles sont teintées de complexité et ont toujours montré des signes de solidité. Cependant, nous constatons depuis quelque temps que circulent de fausses conceptions de la réalité de notre pays. On dit de la Turquie que c'est un pays pauvre, un grand pays musulman, sans préciser qu'elle est l'un des rares pays dont la constitution mentionne le principe de laïcité. On ajoute souvent que son adhésion va causer de réelles difficultés à l'Union européenne. Mais si l'on tient compte de ce que la Turquie peut apporter à l'Europe, on voit très rapidement que ces appréhensions ne sont absolument pas fondées. La Turquie est un très grand pays,

solide, et elle a un poids régional considérable. De plus, la politique étrangère de la Turquie dans la région et dans le reste du monde est proche de celle de la France. Il serait donc avantageux pour ces deux pays de se rapprocher.

Les objectifs de mon mandat sont multiples. Le premier et le plus évident est d'améliorer les relations entre la France et la Turquie. La France, depuis les trois cents dernières années, a été une source d'inspiration pour la modernisation de la Turquie. Toutes les institutions de l'État, le système éducatif et les conceptions démocratiques sont inspirés par la France. Le concept même d'amélioration ne devrait pas figurer dans nos objectifs car nos relations devraient atteindre l'excellence. Ce n'est malheureusement pas le cas. D'où la nécessité d'améliorer les relations entre nos deux pays.

L'accession de la Turquie à l'Union européenne, quand elle sera confirmée, sera source d'enrichissement pour l'Union. L'Allemagne et la France sont ses deux locomotives. La Turquie attend de la France qu'elle soutienne plus activement sa candidature. Nous avons été très contents de constater que le Président Chirac se montre aussi enthousiaste sur cette

question. Nous sommes toujours ravis de voir que certains politiciens français prennent conscience des bénéfices que pourrait apporter la Turquie à la France alors que d'autres exploitent une vision erronée de notre pays pour faire pression sur la politique nationale française. Nous devons faire reconnaître la Turquie en France, montrer à ses citoyens que c'est un pays important qui ne supporte pas très bien le fait d'être bousculé et mis à l'écart. Adhérer à l'Union européenne est un projet très ancien pour le peuple turc. Il correspond à

une véritable volonté de modernisation de la Turquie. Le pays est très motivé pour remplir les critères indispensables à son adhésion à l'UE.

Le processus d'adhésion est un long parcours. C'est tout à l'avantage de la Turquie. Nous ne sommes plus un pays candidat mais un pays qui est en négociations ouvertes avec l'Union. Des difficultés vont certainement surgir. La Turquie va s'attacher à les résoudre. L'Union aura aussi à résoudre de son côté un certain nombre de problèmes. Quand le moment viendra, les pays membres auront à statuer sur l'adhésion de la Turquie. Au même moment, notre pays devra aussi s'interroger pour savoir s'il souhaite toujours intégrer l'Union. Il faut laisser le processus se poursuivre et se concentrer sur les prochaines étapes de la négociation. Il faut bien réaliser que, le moment venu, d'ici huit à dix ans, l'Union européenne aura changé, et le visage de la Turquie aussi aura évolué.

Il existe beaucoup d'inconnues. Pour notre pays, la priorité est ce projet de modernisation qui a été d'abord préconisé par Atatürk.

Les milieux d'affaires ont une vision de la Turquie nettement plus favorable. Cela tient au fait que ce sont les premiers à avoir mesuré

notre potentiel économique et politique. C'est un pays qui leur paraît sûr pour faire des investissements. Les échanges commerciaux entre la France et la Turquie s'élèvent à dix milliards de dollars par an, avec un pourcentage supérieur pour la France. Il existe une possibilité certaine d'augmenter ces volumes d'échanges. Parmi les investisseurs autorisés, la France est le premier. Or, parmi les investisseurs actifs, la France n'occupe que le septième rang. Il est évident qu'il existe un écart à combler. Il faut également souligner que,

de son côté aussi, la Turquie investit en France. Quand le ministre des Affaires étrangères, M. Douste-Blazy, s'est rendu en Turquie en janvier 2006, il a souligné que la France avait un avantage certain à travailler avec la Turquie sur le plan économique.

On peut voir une vraie déception en Turquie face à l'hostilité de l'opinion publique française. La France est un modèle pour nous. Il faut noter qu'en dépit du déclin de la francophonie dans le monde, les Turcs continuent d'être francophones par passion. Il existe des écoles prestigieuses, comme celle que j'ai fréquentée, Saint-Joseph, qui continuent à enseigner cette langue de façon intensive. La Turquie aurait espéré une attitude favorable de la part de la France. Si la France continue à se montrer aussi hostile, elle risque de perdre l'admiration et le respect des Turcs. Le peuple turc est très fier et ne supporte pas ce rejet. Je ne voudrais pas que la France perde son aura en Turquie.

Nous craignons que la Turquie ne devienne un enjeu électoral en 2007 en France. Si c'est le cas, j'ai peur que cela attise la déception et envenime les relations entre les deux pays. Nous espérons que les politiciens français réaliseront que la Turquie n'est pas un problème pour l'Europe. La Turquie a aussi un grand rôle à jouer sur le plan international. Elle s'implique ardemment dans l'amélioration des relations israélo-palestiniennes. Sa bonne entente avec ces deux pays pourrait en faire un médiateur à ne pas négliger. Nous nous investissons beaucoup dans les questions importantes touchant au Moyen-Orient. Nous intervenons dans le processus de démocratisation de l'Irak. La Turquie forme actuellement les élus irakiens pour les aider dans la création des institutions de leur État. C'est aussi un membre actif de l'ONU. Ses « casques bleus » sont présents dans presque 40 pays. »

Propos recueillis par Mireille Sadège et Sujatha Samy

Adhérer à l'Union européenne est un projet très ancien pour le peuple turc, qui correspond à une véritable volonté de modernisation de la Turquie.

Işık Aydemir : un érudit à la tête de l'association culturelle Turquie-France



Işık Aydemir

Au sein de l'association culturelle Turquie-France qu'il préside depuis deux ans, le professeur Işık Aydemir, francophile et architecte passionné, s'efforce de remettre au goût du jour les relations culturelles historiques entre les deux pays.

Son intérêt pour le modernisme français est une chose qui n'empêche pas ce Stambouliote de se passionner pour le patrimoine. Il a ainsi fait de la restauration des murailles d'Istanbul son cheval de bataille. « Ces remparts sont une grande richesse pour la ville, ils lui donnent un caractère architectural », estime le professeur. Il se bat donc pour que la ville valorise mieux ce patrimoine, en encourageant les techniques de restauration ancestrales et la prise en compte de l'environnement socioculturel des pans de muraille.

Il insiste d'ailleurs, avec nombre de détails historiques, sur la tradition de bonnes relations entre la Turquie et la France. « Aujourd'hui, elles ne sont malheureusement pas dans la bonne direction », regrette-il, s'interrogeant sur l'attitude de certains politiciens français et sur la capacité de la Turquie à s'intégrer à l'Union européenne.

« Des deux côtés, on rencontre une méconnaissance » remarque le professeur Işık Aydemir, alors que des relations culturelles sont tissées depuis fort longtemps entre les deux pays. La culture ottomane, déjà, était très liée avec celle de la France. De même, la France avait aussi une grande influence en Turquie avant la Première Guerre mondiale. Au début du siècle, on parlait beaucoup le français, les intellectuels lisaient couramment des livres français. » Et si les relations se sont par la suite un peu distendues, cela n'a pas empêché nombre de coopérations.

« Beaucoup de Français ont été étonnés d'apprendre qu'un célèbre architecte français comme Auguste Perret ait travaillé en Turquie, raconte Işık Aydemir. C'est lui qui a conçu la structure de l'Opéra à Tak-

sim, par exemple. » De même, les travaux de l'urbaniste français Léon Henri Prost à Istanbul dans les années 1930 sont peu connus.

La culture comme ciment des relations franco-turques

L'association culturelle Turquie-France, fondée en 1949, s'attache justement à faire découvrir, ou redécouvrir, les liens culturels noués depuis des siècles entre les deux pays et les différents aspects de la culture turque. Aux travers de ses activités (conférences, expositions, excursions, dîners-débats, etc.) elle emmène ses membres sur les traces de la civilisation ottomane ou se penche sur l'influence des Français en Turquie. Grâce au soutien logistique de l'Institut d'études anatoliennes et de l'Institut français d'Istanbul ainsi qu'au cercle relationnel de ses adhérents, l'association fait intervenir d'éminents spécialistes lors de ses conférences.

Pour l'instant, « notre principal projet pour le futur est de rajeunir l'association et d'avoir plus d'activités, explique le

président. La participation d'étudiants ou de jeunes adhérents permettrait de redynamiser l'association. » De l'ouvrir aussi à un champ plus vaste de la culture. Écrivains, artistes, etc. viendraient enrichir le domaine de prédilection du président de l'association – patrimoine et architecture – pour le plus grand plaisir de ce dernier.

« L'association est aussi un milieu, un espace social, estime l'architecte. Pour l'instant, l'association compte une large majorité de membres turcs (tous francophones nldr), beaucoup d'intellectuels turcs. Et je serais heureux que plus de Français viennent nous rejoindre, pour donner des idées, trouver de nouveaux points communs... »

Le message est lancé.

« Beaucoup de Français ont été étonnés d'apprendre qu'un célèbre architecte français comme Auguste Perret ait travaillé en Turquie. »

Pour tout renseignement supplémentaire, contacter le président de l'association au 0532 705 76 58.

Les Français abordent le sujet de la Turquie pour débattre d'autres questions qui les concernent



*Eser Karakas

Pourquoi la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE soulève-t-elle autant d'inquiétudes et de réticences en France ? Comment les Turcs voient-ils l'attitude hésitante et méfiante des responsables politiques en France à leur égard ? Où en est la Turquie avec le processus d'intégration à l'UE ? Rencontre avec Eser Karakas, professeur à l'Université de Bahçesehir qui a nous fait part de ses réflexions sur ces questions.

Comment qualifieriez-vous l'attitude de la France face à la candidature de la Turquie à l'Union européenne ?

C'est une question complexe, mais je pense que la France est en train de régresser au sein de l'Union européenne. Il se pourrait que, dans les années à venir, elle cède sa position de leader au sein de l'Union européenne au Royaume-Uni. Il

semble que la France ne s'est pas vraiment adaptée au processus actuel de globalisation. Malgré cette régression, la France, loin de se remettre en question, s'entête à croire qu'elle est sur le bon chemin et que, de toute façon, tout le monde la rejoindra tôt ou tard.

Par ailleurs, l'Union européenne représente pour la Turquie un défi, sur les plans aussi bien économique que culturel. Le projet d'intégration de la Turquie à l'Union européenne et la régression de l'influence de la France sont apparus en même temps ; par conséquent, les Français ont vraiment considéré la Turquie comme une « tête de Turc ».

Avec une vision plus large des choses, nous pouvons constater qu'il n'existe pas un bloc européen homogène. On peut en effet distinguer deux groupes de pensées en : d'un côté les Européens qui ont tendance à se replier sur eux-mêmes, et sont contre l'élargissement de l'UE. Ils considèrent que l'Europe est bien comme elle est, et ne ressentent pas le besoin de jouer un rôle prépondérant dans le monde du 21^e siècle. Le second groupe, au contraire, pense que si elle n'a pas une position d'acteur global dans les zones de production d'énergie au Moyen-Orient et dans le Caucase au moins aussi importante que celle des États-Unis, l'Europe ne s'en sortira pas. La France se situe en ce moment dans le premier groupe. La vraie question qui concerne la Turquie, c'est peut-être de savoir qui va remporter cette confrontation au sein de l'Union européenne dans les années à venir. Mais il y a des signes, comme la position de leader du Royaume-Uni, qui montrent que la première façon d'envisager les choses ne pourra certainement pas perdurer.

Dans les faits, la Turquie ne représente pas un réel danger pour les Français. Mais il y a une véritable ambiguïté dans les débats autour de la Turquie en France. La Turquie est un symbole. Les Français abordent le sujet de la Turquie pour débattre d'autres questions qui les concernent, notamment le symbole d'une Europe plus entreprenante, grandissante, agressive et plus hétérogène. À mon avis, le débat en France ne porte pas véritablement sur la Turquie.

À quel point cette attitude influence-t-elle l'opinion publique ?

L'image de la France régresse au niveau de l'opinion publique turque, alors que la culture française et les symboles dont elle est porteuse étaient vus d'un bon œil. Mais deux choses se sont produites. La première est que le citoyen lambda a perdu confiance. La deuxième chose, plus importante encore, c'est que les intellectuels de Turquie ont été déçus. Ils se sentaient proches de la France et ils voyaient leur avenir en Europe. À présent, ils voient la France comme un obstacle à l'entrée dans l'Union européenne.

Cela risque-t-il de perturber les relations franco-turques ?

Oui. Cela ne se produira peut-être pas du jour au lendemain, mais il existe un malaise vis-à-vis des Turcs, visible dans toutes les classes sociales françaises. Il est évident que tant que les peuples nourriront une méfiance mutuelle, il est peu probable que leurs leaders puissent se mettre d'accord. Il est nécessaire de rectifier cela, la France doit faire des efforts sur ce point. L'Europe a toujours été un rêve pour la Turquie. La Turquie risque-t-elle de perdre ses illusions pendant le processus de négociations ? Ces négociations vont-elles

forcément être positives pour la Turquie ? Oui, elles vont forcément être positives pour la Turquie. À condition bien sûr que l'Europe n'y oppose pas d'obstacles de manière intentionnelle. Toutes les étapes qui sont franchies dans le processus de négociation le sont, à long terme, au bénéfice de la Turquie. Certes, à court terme, cela peut générer des tensions, et c'est à nous qu'il incombe justement de désamorcer cette tension.

Ce succès de la Turquie au point de vue économique va-t-il, il

Bien sûr. Je pense que tout se passe bien, et l'AKP est une chance de ce point de vue. Enfin, je dois ajouter ceci : l'AKP est une vraie chance pour la Turquie car, parmi les formations politiques turques, c'est le parti qui a le plus besoin des apports liés au processus d'adhésion à l'Union européenne, d'un point de vue politique. Admettons que le processus ne soit plus à l'ordre du jour. Baykal (chef du parti d'opposition ndlr) n'en sera pas affecté, mais ce sera la fin de l'AKP. Et l'AKP en a vraiment conscience. La bonne marche du processus d'adhésion est nécessaire pour sa survie politique. Les ténors du parti voient bien que si la Turquie s'éloigne de l'Europe, cela va leur poser un problème. Le souvenir du 28 février 1997 est toujours dans les esprits. À présent, si le Premier ministre et les membres de l'AKP ont confiance en l'avenir et s'ils parlent de la probabilité que l'un d'entre eux puisse être président de la République, c'est exclusivement grâce au processus d'adhésion. En revanche, si le processus d'adhésion est remis en cause, cela menacera leur existence politique.

*Professeur à l'Université de Bahçesehir
Propos recueillis par
Mireille Sadège

La guerre de l'eau n'aura pas lieu

Après avoir été le théâtre de conflits liés au pétrole, la région mésopotamienne pourrait voir émerger une nouvelle source de conflit : « l'or bleu ». Car en dehors de l'Euphrate et du Tigre, la région, qui tire son nom du grec ancien « entre les deux fleuves », n'a pour ainsi dire aucune source d'eau viable. Selon les prévisions les plus pessimistes, l'approvisionnement en eau de la région mésopotamienne pourrait devenir problématique... d'ici une vingtaine d'années. L'ombre d'une « guerre de l'eau » dans cette région déjà sensible inquiète déjà certains experts. D'autres, comme Olcay Ünver, sont plus optimistes : « L'Euphrate et le Tigre sont souvent sous les feux de l'actualité pour des problèmes liés à l'eau. Il est vrai que si l'on se base sur les besoins prévus, l'eau apportée par ces fleuves ne sera pas suffisante pour les trois pays qu'ils desservent. Mais en réalité, le système de la rivière recèle un énorme potentiel de développement. Comme il n'y a pas d'autre source d'eau, c'est une occasion de coopérer plutôt que de se battre. »

Certains pourront être tenté de ranger cet homme dans la catégorie des « optimistes naïfs ». Mais les idées – et surtout les actes – de cet ingénieur sont le plus souvent reconnus comme visionnaires. Après dix années (dont sept en tant que président) de

travail sur le projet « GAP » – un investissement de 32 milliards de dollars pour le développement de la région du sud-est de l'Anatolie prévoyant la construction de 22 barrages, 19 générateurs hydroélectriques et l'irrigation de 1,7 million d'hectares – Olcay Ünver peut se targuer d'être aguerri aux problématiques de la région. « La région couverte par le projet GAP dans le sud-est de la Turquie fait face à des problèmes typiques des régions sous-développées dans le monde », écrivait Olcay Ünver en mars 2002 pour la revue Power Engineering. Le développement socioéconomique de la région « entre les deux fleuves » est peu à peu devenu pour Olcay Ünver un challenge. Un défi qui ne peut être couronné de succès qu'à condition de prendre pour base la coopération et l'entente. C'est pourquoi il s'est associé au Dr Mohammed Al Najim (Irak) et au Dr Faisal Rifai (Syrie), pour fonder, en mai 2005, ETIC (Euphrate-Tigris Initiative for Cooperation). « C'est une initiative civile et universitaire qui vise à encourager le processus de coopération dans la région et à créer des occasions d'établir le dialogue », explique Olcay Ünver.

ETIC, une invitation au dialogue

Le dialogue. La coopération. Le partage. Les trois maîtres mots d'ETIC sont basés

sur l'échange. Et c'est en cela que cette initiative diffère des précédentes interventions, qui ont globalement toutes échoué. Selon Olcay Ünver, « il y a trois principales raisons à ces échecs. La première, c'est qu'elles émanaient de l'extérieur. Le projet ETIC, lui, est directement issu des régions concernées. La seconde, c'est que les initiatives précédentes se focalisaient sur l'eau. Alors que nous, tout en restant conscients que l'eau est un des principaux problèmes, nous nous concentrons sur la coopération autour du développement social et économique. Il n'y a pas de conflit autour du développement [...]. Enfin, contrairement à d'autres projets, nous ne nous sommes pas basés sur une formule ou un modèle préfabriqué. » Au contraire, ETIC invite les représentants des trois pays à trouver eux-mêmes la formule, en leur donnant l'occasion de se rencontrer lors de réunions internationales sur l'eau ou en organisant des séminaires. « C'est une manière d'aider la coopération entre les trois parties (Turquie, Irak, Syrie, ndlr) de façon non officielle », souligne l'ingénieur. Le caractère civil de cette initiative est, selon lui, un des points forts de l'action. Cela permet d'abord d'agir plus librement, mais aussi de n'être pas touché par les frictions politiques entre les trois pays. Pour autant,



il semble que leurs gouvernements respectifs accueillent l'initiative d'un bon œil. « De plus en plus de membres des différents gouvernements participent à nos congrès », remarque Olcay Ünver. Il se réjouit surtout du soutien de beaucoup d'institutions et d'organisations non gouvernementales, comme celui de leur principal partenaire, l'UNESCO. « Malgré tout, le résultat final est entre les mains des gouvernements », conclut-il, optimiste.

Mariella Esvant,
Journaliste

La culture du vin mûrit sur les coteaux turcs

En Turquie, pays reconnu comme celui du raki, le vin fait de plus en plus parler de lui ces dernières années. Phénomène également influencé par l'industrie du tourisme. Dans les vignes nouvellement plantées, on teste de nouvelles variétés de cépages, et l'on redonne une seconde jeunesse à des variétés délaissées. Des cavistes s'ouvrent un peu partout dans les grandes villes, et les supermarchés qui proposent du vin agrandissent les rayons qui y sont consacrés. Avec un domaine viticole qui dépasse un million d'hectares de vignes, la Turquie est le quatrième plus grand pays producteur de raisin au monde. Mais avec une consommation de vin s'élevant à 80 millions de bouteilles, la Turquie n'atteint même pas 1 % de la consommation mondiale de vin. En dépit de cela, il semble que ce secteur va devenir une source de revenus, grâce à la création d'établissements conformes au standard mondial et aux investissements faits pour la terre.

Le principal rival du raki : le vin

L'affaire du faux raki, révélée ces derniers jours, et les prix de plus en plus élevés, changent la donne par rapport au marché des boissons alcoolisées. La souveraineté du raki s'affaiblit et les consommateurs se tournent petit à petit vers d'autres bois-



sons, telles que le vin, la vodka et la bière. De plus en plus médiatisée, en particulier par des personnes célèbres qui en ont fait leur hobby, la viticulture prend de plus en plus d'importance. De nombreuses cultures sont délaissées au profit de la viticulture, changement qui fait suite aussi à la limitation imposée à la culture du tabac.

Le secteur du vin est structuré de manière à s'adresser au marché intérieur. Alors que 90 % de la production du raisin en Europe est utilisée pour faire du vin, ce taux est seulement de 2 ou 3 % en Turquie. Le niveau dans la production vinicole est très médiocre. La qualité de vin n'est pas élevée. Le respect de la réglementation est très peu observé. Pourquoi ? Parce que le secteur n'a pas été développé de manière à s'inscrire dans la concurrence mondiale, mais pour répondre aux besoins du marché intérieur. Nous n'arrivons pas à nous ouvrir vers l'extérieur et, à l'intérieur des frontières, le vin a un sérieux rival, le raki. En Turquie, ce secteur n'est pas sorti de sa coquille. C'est pratiquement comme si son destin avait été mis entre les mains de la providence, mais il est impossible de faire évoluer ce secteur en faisant uniquement confiance à la providence. »

Comment la culture du vin a-t-elle évolué en Turquie ?

Avec une consommation d'un litre de vin par an et par personne, la Turquie se place loin derrière les pays européens où la consommation annuelle de vin atteint 65 litres par habitant. Cette faible consommation de vin s'explique certes par le fait que c'est un pays musulman, mais aussi parce que la

90 % de la production du raisin en Europe est utilisée pour faire du vin, alors que ce taux est seulement de 2 ou 3 % en Turquie.

culture du vin n'y existe pas. Actuellement en Turquie, l'objectif visé est de faire évoluer ce chiffre, et de passer à 5 litres par habitant dans les années à venir. Si cet objectif est atteint, cela voudrait dire que la consommation annuelle passera à 300 millions de litres, ce qui représente un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de dollars.

Selon le Dr. Elman Bahar : « Le fait que nous vivions dans un pays à forte majorité musulmane ne définit pas le rapport que nous entretenons avec le vin. N'oublions pas qu'à l'époque de l'Empire ottoman, le secteur du vin était considéré comme un domaine d'activité des sujets non musulmans de l'Empire. Suite à la guerre d'indépendance et la diminution du nombre de personnes de confession non musulmane, ce secteur a disparu de Turquie car les personnes qui se consacraient

à cette activité se sont expatriées. Quelles qu'en soient les raisons, elle est subitement descendue presque à zéro. Cependant, le secteur du vin en Turquie a été confié par Atatürk aux institutions de l'État. Les universités, en particulier celles d'Ankara et de Tekel ont commencé à reprendre en main ce secteur, soutenu par l'État pendant très longtemps.

La Turquie a été régie par une politique autarcique jusque dans les années 1980, non seulement pour le vin, mais aussi pour toutes les productions alimentaires. C'est



seulement après 1980, lorsque Turgut Özal a partiellement libéralisé les importations, que la Turquie a commencé à se familiariser avec de nouvelles saveurs, même si cela représentait un coût élevé. Le fait que la population turque ait commencé à voyager à l'étranger a aussi renforcé cette tendance. Ils ont goûté de nouvelles sortes de vin, et la curiosité s'est ainsi aiguïlée. D'autre part, les hommes d'affaires turcs ont commencé à se lancer dans l'exportation, les relations avec l'international se sont ainsi développées. Lors de leurs déplacements à l'étranger, particulièrement lorsqu'ils étaient en contact avec les pays occidentaux, les hommes d'affaires ont compris à quel point le vin était une boisson importante et qu'il fallait connaître dans le cadre des réunions, des repas d'affaires. Ils ont donc cherché à découvrir ce qu'était la culture du vin. Influencés par l'attrait du vin, bon nombre de citoyens dont le métier n'avait rien à voir avec l'agriculture ont commencé à faire de la viticulture, et même à produire leur propre vin.

Eda Bozköylü

Internet encore trop cher pour être accessible à tous

(Suite de la page 1)

le taux de pénétration d'Internet en Turquie serait de 13 %, contre 43 % en France (49,8 % dans l'Union européenne). Et encore, selon Vedat Çakmak, professeur en technologies informatiques, le nombre d'utilisateurs en Turquie serait surévalué. Selon lui, il y aurait 6 millions d'abonnés Internet en Turquie, dont 2 à 3 millions sur les lieux de travail ou des cafés internet, et seulement 3 à 4 millions seraient des particuliers (à peine un quart des foyers), dont 1, 5 million seulement aurait une connexion ADSL. « La plupart des foyers connectés sont des foyers où au moins une personne parle une langue étrangère. Ils peuvent donc lire ce que contient Internet en dehors des pages turques. Disons que, le plus souvent, ces foyers sont connectés car les enfants ont besoin d'Internet. Ils utilisent les e-mails, font des recherches, et bien sûr ils pratiquent aussi des jeux, font des téléchargements, etc. »

Deux raisons principales expliquent ce faible nombre de connexions individuelles. La première, selon Vedat Çakmak, étant l'arrivée tardive d'Internet en Turquie. Alors que la majeure partie de l'Europe de l'Ouest s'est « connectée » en 1993, Internet n'est arrivé en Turquie qu'en 1996, soit trois ans plus tard. De plus, les premières années, seule une très petite minorité utilisait Internet. « Entre 1996 et 2000, 300 000 personnes seulement utilisaient

Internet en Turquie, estime le professeur Vedat Çakmak. C'était déjà presque uniquement des gens qui maîtrisaient une langue étrangère. »

Puis, ces dernières années, avec l'amélioration de la vitesse de connexion, et grâce à de grandes campagnes de communication, Internet est entré dans les mœurs.

« Entre 2000 et 2005, le nombre d'utilisateurs d'Internet est passé de 300 000 à 6 millions » détaille Vedat Çakmak. Selon lui, ce nombre, qui reste faible par rapport à la moyenne européenne, pourrait doubler... si les prix étaient plus bas.

Des prix trop élevés

Le coût élevé des abonnements est en effet la seconde explication, mais non la moindre, du faible taux de pénétration d'Internet dans les foyers turcs. À titre de comparaison, une connexion illimitée à 512 Kbps coûte en France au maximum 20 euros par mois, et au minimum 87, 83 YTL hors taxes (55 euros) en Turquie. La différence est criante, et le serait encore plus si l'on ramenait ces prix au revenu mensuel moyen. « La principale raison de ces tarifs élevés est que Türk Telekom était en voie de privatisation depuis 1988, explique Vedat Çakmak. Et jusqu'en 2005, cette privatisation ne s'est pas faite. Comme on

voulait vendre les parts de Türk Telekom à un bon prix, les tarifs pratiqués devaient être élevés. Et cela est valable pour ces

17 dernières années... » Depuis novembre 2005, Oger a acquis 55 % de Türk Telekom. Mais la compagnie n'a toujours pas ouvert le marché aux opérateurs privés, et les prix n'ont pas

baissé. « C'est un monopole », résume le professeur Çakmak.

Dans la droite ligne de la démarche de Nicholas Negroponte, qui souhaite établir un prix d'abonnement fixe (et bas), « une commission du parlement turc travaille sur la marche à suivre pour démocratiser l'accès à Internet en Turquie », annonce Vedat Çakmak. « C'est une question d'éducation et d'accès à des informations mondiales », souligne-t-il.

Système T

En attendant que l'accès individuel à Internet soit abordable, une sorte de système transitoire se développe à grande vitesse : les cybercafés. « De la même manière que les dolmuş sont une variante collective des taxis, les cybercafés sont un système collectif d'accès au réseau », illustre Vedat Çakmak. Ces « Net cafés » poussent comme des champignons, dans les métropoles aussi bien que dans les coins les

plus reculés d'Anatolie. Car, pour Internet comme pour les livres, ce n'est pas la demande qui manque. « Si l'on prend en compte les ventes de copies de livres, vendues deux à trois fois moins cher que les originaux, on double les statistiques... » Comme pour Internet, le problème est économique.

Même si la réactivité de la société turque permet au système D de corriger un peu les inégalités, elle ne peut tout résoudre. L'ambiance des « Net cafés » est plus souvent ludique que studieuse, et l'usage du réseau y reste souvent cantonné aux jeux, chats, ou téléchargements. L'entrée d'Internet dans les foyers permettrait de mieux révéler ses richesses en tant qu'outil de travail, d'information et de communication. « Nous travaillons avec quelques professeurs sur un projet éducatif, déclare Vedat Çakmak. Nous souhaitons donner à tous l'accès à l'éducation. Et même si l'apprentissage à distance (e-learning) ne peut totalement remplacer le tête à tête, ce serait déjà une grande avancée. »

Ainsi, alors que l'ambitieux projet « One laptop per child » (l'ordinateur à 100 dollars) initié par Nicholas Negroponte commence à prendre forme, peut-être faudrait-il, dans des pays développés comme la Turquie, permettre au plus grand nombre d'accéder à l'incomparable outil qu'est Internet...

Mariella Esvant
Journaliste

Veysel Günay, capteur de lumière



*Veysel Günay

Nous connaissons Veysel Günay comme un artiste fidèle à sa touche personnelle, à travers le champ de liberté qu'il a lui-même créé, et grâce à ses œuvres plutôt orientées vers le thème du paysage. La lumière est très importante à ses yeux, c'est un concept pictural qu'il a mis en avant particulièrement ces dernières années. Il ne s'agit pas là d'une coïncidence, et nous en avons la preuve lorsque nous nous entretenons avec lui de la peinture en général, et notamment de sa propre peinture. La nature est mise en valeur par la lumière dans ses tableaux, les couleurs se dévoilent et la profondeur se dessine dans les relations présentes dans sa peinture. La recherche, les essais qu'il mène depuis le début de sa formation d'artiste, cachent une investigation concernant les éléments de la peinture dans son ensemble et les questions liées à la dimension plastique. Lui aussi, comme beaucoup d'artistes, porte en lui un langage pictural qui traduit ses choix, et qu'il a transmis jusqu'à nos jours. Les thèmes ? Ils appartiennent à son vécu, aux endroits qu'il a vus, regardés, où il est né. Et parfois les hommes.

Dès son plus jeune âge, Günay a commencé à s'intéresser à la peinture, et aux arts manuels décoratifs. Il a terminé ses études d'art plastique à l'Institut d'études Gazi d'Ankara, et il a continué sa formation à Paris, où il était étudiant boursier. Nous sommes en 1974. Après être ren-

tré en Turquie, l'artiste va enseigner et mener simultanément ses propres travaux. Les techniques d'impression, de travail du bois, de sculpture, qu'il a acquises dans son école en Turquie lui ont été d'un grand apport, ainsi que l'enseignement de ces professeurs, qui lui ont appris à « voir » avant tout. Une des particularités de la formation qu'il a reçue, est d'avoir été dispensée par des professeurs s'inscrivant dans une lignée rattachée à la tradition européenne, et particulièrement française. Il nous parle des différents types de relations qui existent entre les êtres et entre les nombreuses formes d'existence qu'il observe dans son environnement. Il s'agit là de manière clairement déterminée, d'une couleur, d'une forme, de l'influence que peuvent avoir les images sur la réalité. Il développe une conception qui vise l'intégralité et non pas l'achèvement de l'impulsion de ses idées et de ses sentiments. Peut-être crée-t-il un nouveau modèle, en se fondant sur les découvertes faites en partant de son monde intérieur et dont il a pris conscience. Peut-être cette expérience a-t-elle ses limites mais, comme il le précise lui-même, la nature ne lui impose aucune restriction.



Pourquoi la peinture ? En tant qu'artiste, Günay nous dit que sa conception de la peinture part plutôt d'un point précis de l'approche classique. Saisir la lumière et la façonner avec les pigments... Pour lui, la pensée et la recherche plastique occupent une place considérable et immuable dans les choix qu'il opère. Il ne dit pas pourquoi il n'est pas sorti de ce cadre. L'artiste se raconte de cette manière, avec du recul, dans une langue épurée.

Günay parle de l'aspect visuel de la peinture, de la vie qui se crée en surface, il parle des maîtres de l'art pictural et il ajoute que cette vision est partagée par beaucoup d'autres.

Il reste très ouvert dans sa pensée et ses acquis. À l'Occident, à l'Orient, aux estampes japonaises, aux miniatures, aux maîtres du cuivre. « J'aime toutes les périodes de la chaîne de l'art produites par l'homme » nous dit-il. D'après lui, la question qui mérite réellement d'être posée, est la suivante : « Quelles sont les particularités qui nous font aimer telle ou telle période ? » Selon lui l'authenticité de l'art nous livre d'importants repères à travers une question essentielle.



L'artiste définit ses intentions selon ses propres préférences, son état d'esprit, son éducation, son histoire personnelle. « Pour moi, la peinture, c'est la lumière, la couleur. C'est ce qui me préoccupe » dit-il. Pour lui, l'univers, ce sont les relations. C'est un ensemble, aucun concept ne peut exister de manière isolée, les concepts naissent des relations. « C'est la règle de la dialectique, les relations qu'entretiennent entre elles les formes, les couleurs, c'est de là que surgit inmanquablement la lumière. » Lorsqu'il parle de la géométrie présente dans ses tableaux, du calcul, de l'harmonie dans les proportions, ses propos touchent à la recherche du rythme, de l'aventure, signes de vie. À chaque coup de pinceau, quelque chose change, les enchaînements, le processus, la genèse... « Généralement, je suis présenté comme un artiste dont les œuvres s'inscrivent dans une certaine continuité. Même si le thème change, il y a une chose qui doit rester la même, il s'agit de ma lumière... »

*Selcen Aksel,
journaliste au quotidien Cumhuriyet

Cenk Biyik, un ténor stambouliote à la conquête de l'Europe



Cenk Biyik

Le 28 mars 2005, accompagné par l'orchestre philharmonique de Berlin, il entonnait l'hymne national allemand au centre du stade olympique de Berlin. Hymne repris en chœur par les 70 000 supporters venus assister à la finale de la coupe de la ligue allemande... Donner le coup d'envoi de l'un des plus importants matches de football d'Allemagne n'est cependant pas le seul talent de ce jeune ténor turc de 27

ans. Les amateurs d'opéra ont pu apprécier sa « voix de ténor italien », comme la qualifie lui-même Cenk Biyik, sur des scènes prestigieuses d'Europe de l'Ouest. Après son premier « grand rôle » dans L'Élixir d'amour de Donizetti, où il était Nemorio, il a prêté sa voix à de grands opéras comme Gianni Schicchi (Puccini), Idoménée, roi de Crète et L'Enlèvement au sérail (Mozart), ou encore Eugène Onéguine (Tchaïkovski). Cette dernière pièce est l'un de ses meilleurs souvenirs. « Parce que j'adore Tchaïkovski, déjà, et aussi car dans cette pièce, il ne suffit pas de chanter. Il faut aussi savoir jouer. Il y a beaucoup d'action dramatique, et c'est une belle histoire », explique le ténor.

« Une belle histoire », c'est une expression que l'on pourrait aussi employer pour qualifier le parcours de Cenk Biyik. « Vers l'âge de 13 ou 14 ans, mon père m'a offert un disque de Pavarotti. Quand je l'écoutais, je pleurais. C'est à ce moment là que j'ai « senti » l'opéra. J'imitais Pavarotti, piteusement, mais je savais déjà que plus tard, je serais chanteur d'opéra. La plupart des enfants rêvent de devenir médecin ou professeur, moi, c'était l'opéra. » À 17 ans, il entre au conservatoire national d'Istanbul. Là, il passe six ans à étudier la musique dans la section opéra. En 2002, grâce à une

bourse gagnée lors du concours national de chant, il part étudier un an en Allemagne, au théâtre national de Karlsruhe avec comme professeur Elisabeth Werres. « C'était assez terrible au début. Je ne parlais pas la langue, je ne connaissais pas le pays, je ne connaissais personne », raconte le jeune Stambouliote. « C'est parfois difficile, en Allemagne, quand vous êtes turc. Par exemple, quand vous voulez louer un appartement, les gens se méfient » raconte-t-il. Par contre, au théâtre, tout le monde à toujours été très accueillant. Finalement, il se fait au pays, à la ville, et le théâtre national de Karlsruhe l'adopte : « À l'issue de la première année, durant laquelle j'avais un statut d'étudiant, le directeur du théâtre m'a convoqué et m'a demandé si j'avais des projets pour l'année suivante... » Depuis ce jour, il est en contrat avec le théâtre, parcourt les scènes européennes et parle couramment l'allemand.

Istanbul nostalgique

« Istanbul me manque », déplore Cenk Biyik, mais il serait assez difficile de travailler ici. Il n'y pas vraiment de culture de l'opéra en Turquie. Vous pouvez chanter bien ou mal, peu de gens font la différence... On compte à peine une dizaine d'opéras nationaux en Turquie. En comparaison de l'Allemagne, par exemple,

où il y en a environ 150, c'est très peu ». Pour autant, il y a selon lui en Turquie une chose qu'il n'a pas trouvée en Allemagne : « Le matériau ». Un « quelque chose », de l'ordre du ressenti, qui permet au chanteur de vivre sa musique. Par contre, en Allemagne ils ont la discipline. Une discipline de travail, c'est essentiel. Le talent ne suffit pas... »

« La discipline, c'est une des choses dont je voudrais parler à mes collègues en rentrant en Turquie, remarque le ténor. Je voudrais apporter mon expérience à mon pays. »

Pour l'instant, le jeune Stambouliote doit se contenter de quelques semaines de vacances dans sa ville natale. En avril, il sera Pedrillo au théâtre Verdi de Trieste, dans l'opéra de Mozart « L'Enlèvement au sérail ». « Mozart est l'un de mes auteurs favoris, glisse Cenk Biyik. C'est un grand artiste, un grand musicien. C'est aussi un modèle pour les chanteurs. On ne peut rien changer à ses pièces. Pas une note. C'est une école. Si vous pouvez bien chanter Mozart, alors vous pouvez tout chanter... ». Donc, si on le prend au mot, Cenk Biyik peut tout chanter. Peut-être même la Marseillaise au stade de France... Mais ça, « il vaut peut être mieux ne pas en parler, car c'est encore en discussion... »

Hommage à Isabelle Huppert pour les 25^e festival international du film d'Istanbul



Du 1^{er} au 16 avril, le festival international du film d'Istanbul fêtera comme il se doit son quart de siècle. Il redonnera l'occasion de revoir les meilleurs films étrangers de chaque édition ainsi que les lauréats de la compétition nationale des 24 dernières années. Le centre culturel accueillera lui une exposition regroupant toutes les affiches créées pour le festival. Cet anniversaire est aussi l'occasion d'inaugurer quelques nouveautés, comme la section consacrée aux femmes, un hommage à celles qui souffrent et subissent l'oppression de part le monde.

Mais cette année la festival international du film d'Istanbul célébrera un autre

événement : l'année de la Francophonie. Hommage aux grands du cinéma français, à ses réalisateurs, comme Jean-Luc Godard, Claude Chabrol, Maurice Pialat ou encore Michel Haneke, et surtout à ses acteurs. Une rétrospective sera consacrée aux plus grands film d'Isabelle Huppert, et l'on parle de voir arriver Alain Delon et Gérard Depardieu à Istanbul en tant qu'invité d'honneur du festival.

Entrée de 2,50 à 12 YTL, tarifs réduits pour les étudiants et les seniors. Billets en vente aux points Billetix et aux cinémas Ekmek, Atlas (Beyoğlu) et Rexx (Kadıköy).

Programme et information : www.ikvs.org/film

L'Odyssée Cannes-Istanbul emmènera 60 navigateurs français et turcs sur les traces d'Ulysse

Florence Athaud, Kito de Pavan, Luc Poupon, Erwan Tabarly ont déjà annoncé leur participation à l'Odyssée Cannes-Istanbul. Cette nouvelle épreuve en double réservée aux skippers de la Classe Figaro-Bénéteau mettra en concurrence des navigateurs turcs et français. 30 bateaux partiront du port de Cannes le 25 juin pour rejoindre les rives du Bosphore avant le 8 juillet. Ils partiront sur les traces d'Ulysse, passant pas les Bouches de Bonifacio, contournant l'île Stomboli, puis le détroit de Messine, Syracuse, Ithaque et le sud de la Grèce. Les coureurs remonteront ensuite les Cyclades, traverseront la mer Egée avant de franchir le passage des Dardanelles sous l'escorte de la marine nationale turque. Ils s'engagent enfin dans un sprint final et une traversée de la mer de Marmara, en direction d'Istanbul, terme du voyage.

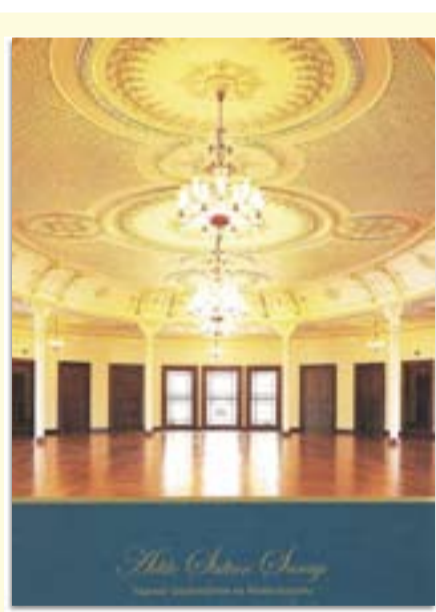


Concerts

L'Orchestre de musique de chambre d'Akbank

Mercredi 22 mars, Kadıköy Halk Eğitim Merkezi 20h ; Jeudi 23 mars, Cemal Reşid Rey Konser Salonu 19h30

Chef d'orchestre: Cem Mansur, Soliste: Natalie Clein (Violoncelle) ; Bridge, Haydn, Mozart, Britten



Un Nouveau Palais a Istanbul

Adile Sultan Sarayı

L'autre mort de Jeanne d'Arc

(Jeanne d'Arc'm öteki ölümü)

Une pièce percutante, drôle, interprétée magistralement par trois comédiens talentueux. Le rideau s'ouvre sur la marche de Jeanne d'Arc vers l'échafaud, puis l'action glisse vers les débats qui agitent actuellement notre société.

Une pièce de Stefan Tsnev, mise en scène par Kemal Aydoğan, avec Haluk Bilginer, Esra Kızıdoğan Ulgur et Emre Karayel.

Du 23 mars au .. au Théâtre « Oyun atölyesi » : Dr. Ersat Işık Cad. No : 15 Moda Kadıköy – İstanbul



Les écoliers à la découverte de L'université Beykent

Le 1er février 2006, les élèves de l'école primaire Süheyla Artan de Beşiktaş ont visité l'Université de Beykent et rencontré ses enseignants.



Les écoliers en pleine discussion avec Huseyin Latif, notre directeur de la publication, et Ilkay Eraslan, directrice de la bibliothèque.



Sculptwe - Photos - Vetements
9 Mars - 7 Avril
Millî Reasürans Sanat Galerisi
Teşvikiye Cad. 43-57 İstanbul



Kıtaların birleştiği yerde buluşalım
Lets meet where the continents meet
Accueillons ou les continents reunissent

Neden Türkçe Öğrenmiyoruz ?

Yabancılar İçin Türkçe Eğitimi

Yıldız Teknik Üniversitesi İnsan Kaynaklarını Geliştirme Merkezi
Rektörlük Binası Karşısı Yeşil Köşk
(212) 236 4178 - 259 7070/2681-2788
www.ikgm.yildiz.edu.tr/turkce.htm

Erratum

Mme Serpil Varol est Conseillère de la culture et de l'information de l'Ambassade de Turquie et non pas la Directrice de l'office du tourisme de la Turquie à Paris.

Pénalisés pour soupçon de crime organisé



*Kemal Belgin

En tant que journaliste sportif ayant près de 40 ans de carrière et ayant suivi l'affaire Neuchâtel-Galatasaray de très près, si près même que j'étais en contact direct avec les représentants de l'UEFA, je peux affirmer aujourd'hui que la lourde décision de la FIFA au sujet du match Turquie-Suisse n'est basée que sur des présomptions. C'est-à-dire que le Comité Disciplinaire de la FIFA n'a pas ou peu pris en considération les rapports des arbitres, des représentants ou des commissaires de stade. Le Comité a pris la décision de sanctionner la Turquie d'une manière encore jamais vue dans l'histoire de la FIFA (c'est-à-dire six matches prévus à domicile qui devront être joués à la fois à l'étranger et sans spectateurs) à partir de plaintes qui lui sont parvenues et qui l'ont poussé à approfondir son inspection.

Vous me demandez comment je suis arrivé à ces conclusions ? Que ce ne soit que des présomptions qui ont motivé la sanction est une évidence quand on sait que le vice-président du Comité disciplinaire de la FIFA, originaire de Bahreïn, a

demandé à l'un de nos aides-entraîneurs Mehmet Özdilek : «Que pensez-vous des accusations prétendant que vous auriez commencé les affrontements à la demande d'une personne antieuropéenne et ayant des tendances politiques de droite ainsi que de l'État?» Si on écoute bien la question, il n'y est pas demandé si ces accusations sont vraies ou fausses, mais seulement d'y répondre... Qu'y est-il dit ? « à la demande »! Le Comité Disciplinaire de la FIFA prétend donc que l'État, donc la Fédération de football, via les responsables de la sécurité et d'autres instances politiques, a terrorisé l'équipe suisse.

On peut en penser ce qu'on veut, mais cette sanction n'est pas basée sur des preuves, elle ne repose que sur des présomptions. La FIFA ne disposait-elle pas d'éléments réels pouvant appuyer ces présomptions ? Si : l'accueil de l'équipe nationale suisse à l'aéroport en est un.

Je voudrais insister sur un point, ayant vécu de près l'affaire Neuchâtel-Galatasaray. Dans cette affaire, l'arbitre français Joël Quiniou avait été convoqué par le

Comité disciplinaire après l'objection de Galatasaray. C'est sa déclaration qui avait sauvé Galatasaray : « Il est vrai qu'un de mes aides a reçu une pièce de monnaie sur la tête pendant le match. Après avoir soigné sa blessure, il m'a affirmé qu'il était en état de continuer à remplir ses fonctions. Il en a été de même avec un joueur de Neuchâtel. Dans ces conditions, j'ai trouvé normal de laisser se terminer le match en cours. » L'adversaire était aussi suisse alors... Mais si l'arbitre avait déclaré qu'il avait laissé se terminer le match « par peur », Galatasaray n'aurait pu être sauvé!

Revenons à l'affaire présente... J'ai lu les rapports de l'arbitre de Blecker, du commissaire de stade polonais et du représentant anglais. D'après ces rapports, la sanction infligée à la Turquie devrait être de deux matches « à domicile » joués à l'étranger ou (je dis bien « ou », et non pas « et ») sans spectateurs. Alpay, Mehmet Özdilek et une autre personne, à cause du fameux coup de pied délivré à un adversaire, auraient pu être pénalisés. C'est tout... Mais qu'une sanction si lourde

qu'elle se rapproche d'une expulsion soit basée sur des présomptions, lorsque l'on compare cette affaire à celle de Neuchâtel-Galatasaray, n'est plus à nier.

Oui, notre équipe nationale et le football de notre pays ont été sanctionnés à cause des soupçons de crime organisé qui planent au-dessus de cet événement. Que voulait dire le vice-président du Comité disciplinaire avec les mots « à la demande » et « accusations » ? Ou plutôt qui a accusé qui, et de quoi ? Une telle organisation a-t-elle vraiment eu lieu ?

Voilà pourquoi la Turquie, avant de faire appel de cette sanction, doit absolument, et très rapidement, trouver la réponse à ces questions, car je ne pense pas que le tribunal ou le CAS reviendront sur cette décision. Répondre à ces questions permettrait donc d'y voir clair dans cet imbroglio. Je suis prêt à discuter de mes propos avec toute personne prétendant le contraire, et ce sur la plate-forme de son choix. Que mon pays sache la vérité, cela me suffira! la lourde décision de la FIFA au sujet du match Turquie-Suisse n'est basée que sur des présomptions.

* Kemal Belgin, Journaliste et Enseignant à l'Université de Marmara

Le luxe français se porte bien

Le secteur du luxe est un secteur où la France jouit traditionnellement d'une image prestigieuse. De par le monde, la France est facilement associée au luxe. Les entreprises françaises du luxe sont ambitieuses et visent le leadership mondial. Ce simple fait explique leur réussite. Longtemps considéré comme synonyme de richesse et de rareté, le luxe rime désormais avec produits, groupes et industriels.

Le luxe, deuxième secteur économique en France, connaît une forte croissance au niveau mondial. À elles seules, les maisons du Comité Colbert représentent près de 10,67 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Un résultat qui a plus que doublé en dix ans. Ce comité est né d'une volonté commune de maisons



respectueuses de leur savoir-faire solide, de leurs traditions. Leur nom est devenu emblématique, parfois même mythique. Le Comité Colbert est unique au monde grâce à la personnalité exceptionnelle de ses 64 maisons adhérentes et aux valeurs qu'elles incarnent. Dans le classement mondial 2005 de la valeur des marques réalisé par Interbrand, Louis Vuitton, Chanel, Hermès, Hennessy, Moët & Chandon portent les couleurs nationales. Face à la globalisation des marchés, les entreprises du luxe diversifient leurs activités tout en respectant les valeurs de leur marque. Louis Vuitton ne crée pas uniquement des bagages mais excelle aussi dans le prêt-à-porter, l'horlogerie, les bijoux et dans les accessoires. Tout comme Chanel ne fait pas que de la haute couture, Saint

Laurent du prêt-à-porter et Hermès des sacs. Afin que l'extension des marques du luxe continue à être un succès et leur fasse engranger des bénéfices, des alliances gagnantes entre créateurs devenus directeurs artistiques et gestionnaires fleurissent de plus en plus. Ce fameux couple sur lequel on parie tant ne fonctionne uniquement que si le respect est mutuel et qu'une véritable synergie, basée sur une même compréhension de la marque, existe. À eux deux, ils représentent la valeur ajoutée du luxe. Mais la notoriété d'une marque ne se suffit pas à elle-même. Dans un marché concurrentiel et devant l'abondance des marques, le client n'est plus que rarement fidèle et de plus en plus exigeant en termes de qualité. Afin de répondre à ses attentes, les marques du luxe prennent les devants, notamment en jouant sur l'émotionnel collectif de campagnes publicitaires appa-

raissant comme éblouissantes et sur le besoin individuel. Du coup, pour séduire le plus grand nombre, certaines marques n'hésitent pas à sortir le grand jeu en faisant appel à des stars pour la promotion de leur produit. Il peut s'agir de campagnes publicitaires avec une égérie (Charlize Theron adore Dior), de soirées, de placements de produits lors des Oscars... Bien que les montants des contrats restent confidentiels, il ne fait nul doute qu'ils doivent être assez juteux. Dans l'année qui a suivi le film publicitaire N° 5 de Chanel avec Nicole Kidman, les ventes ont fait un bond en avant de 17 %...

Sandrine Akin, Journaliste



Les universitaires en colère

Les jeunes mécontents manifestent contre la précarité et l'incertitude grandissantes dans la société Française.

Le 2 mars 2006, les étudiants et professeurs des universités françaises se sont réunis et ont voté en Assemblée Générale la grève et le blocage de l'université Censier Paris 3 en suivant l'appel de Rennes. D'autres universités comme la Sorbonne, Poitiers, Toulouse, Nantes et Brest ont rejoint la contestation et tous exigent le retrait du CPE (Contrat Première Embauche).

Le vendredi 10 mars 2006, le projet de loi qui met en œuvre le CPE a été définitivement adopté par le Parlement. En signe de désaccord, les étudiants sont allés manifester dans les rues de

Paris et ont investi la Sorbonne ce lieu, symbole de la mobilisation. Mais samedi 11 mars, la police a délogé, de façon musclée des étudiants qui occupaient l'université de la Sorbonne à Paris.

La moitié des universités françaises, environ 40 sont actuellement en grève. De nombreux défilés "pacifistes" ont été organisés dans le quartier latin cependant l'accès aux locaux de la Sorbonne reste bloqué par les forces de l'ordre. Le mouvement prend de plus en plus de l'ampleur, mais le Premier ministre Dominique de Villepin ne semble pas fléchir sur ses décisions, les étudiants de leur côté ne baissent pas les bras et espèrent faire céder le gouvernement par l'usure.

D. L. Dizadji

Étudiant à Sorbonne Nouvelle, Paris III

Euroforum 2006

Le sixième forum du club de la section droit international et diplomatie de l'université de Galatasaray se tiendra du 21 au 27 avril.

Avec la contribution de 100 étudiants étrangers, le club met en scène une simulation des institutions européennes.

Pour plus d'informations :

www.uhd.com

sedagoren1@superonline.com

ebrugrafik

reklamciлик web hosting web tasarim yayincilik on parmağında on marifet film çıkış basket prova tarima tasarim ciftleme

on parmağında on marifet

Ebru Grafik Basım Sanayi A.Ş.
Yıldırım Mah. Yamaşın Cad. No:6
34452 - A.Ömerli - ŞİŞLİ / İSTANBUL
Tel: 0212 289 94 80 faks: 0212 289 94 88
www.ebrugrafik.com • info@ebrugrafik.com